



Il y a quelqu'un

Journal de La Sauvegarde

N° 9
Juin 2020

éDiTo

Je suis une personne, j'ai des droits !

Le 7 septembre 1990, les états signataires de la CIDE¹ reconnaissent à chaque enfant d'être une personne *Sujet de droit* à part entière et non *Objet de droit*.

Cette dernière année, date anniversaire des 30 ans de la CIDE, de nombreuses initiatives furent prises pour parler des enfants, de leur protection parcequ'ils n'ont ni droit de vote, ni influence politique ou économique.

L'actualité sanitaire de ce début d'année 2020 a révélé encore plus la nécessité de protéger les plus vulnérables contre toutes formes de violence et d'atteinte à leurs droits. Le nombre d'Informations Préoccupantes a augmenté de près de 30 % en France en un mois, révélant l'importance du sujet. Trop de décisions prises par les Juges pour enfant restent en attente de prise en charge faute de financement par les départements et les réponses ne sont pas suffisamment coordonnées entre décideurs et financeurs.

La Sauvegarde fait vivre cette convention qui nous engage au quotidien auprès des jeunes et de leurs familles. Vous trouverez dans ce journal leurs témoignages, récits, des comptes rendus de colloques, nombreux et riches d'expériences vécues.

Nous avons une devise «Faire du beau ensemble». Contrairement aux émissions sur la protection de l'enfance qui n'en parlent que par les scandales, qui, s'ils existent doivent être dénoncés, ici en Finistère, nous pouvons témoigner que l'action et l'engagement des professionnels et des élus sont entiers et respectueux du vivre ensemble. Je vous invite à regarder le clip «Bien placé pour en parler» réalisé par des jeunes de Ty Ar Gwenan et disponible sur le Blog de La Sauvegarde www.adsea29.org.

Ce sont nos ambassadeurs, leur pouvoir d'agir est notre horizon. □

Par Patricia ADAM, Présidente

1- Convention Internationale relative aux Droits de l'Enfant



SOMMAIRE

- 3 Participation au 30^{ème} anniversaire de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant à L'UNESCO, à Paris**
Par Gwen Le Vourch, Éducatrice spécialisée - Ty Ar Gwenan
- 6 La participation des personnes ressources concernées aux formations à l'intervention sociale : axe prioritaire de travail d'UNAFORIS**
Par Sylvie STEPHAN, Directrice ITES
- 8 Petit « billet » au sujet des esquisses dessinées de ce journal**
Par Laëtitia DEGOUYS, Formatrice ITES
- 9 Le point de vue d'une étudiante sur le séminaire**
Par Charlotte POULET Étudiante ME2 - ITES
- 11 « Agir à différentes échelles »**
Par Grégory LEBERT Assistant de Service Social - TROIS et coordinateur du groupe de travail sur le projet Impact Environnement
- 13 Le recyclage = un acte citoyen, on en fait quoi au « 14 » ?**
Par les équipes du Service de Suite et SESSAD.
- 16 "Une place pour chacun"**
Par René MOULLEC, Administrateur
- 17 Expo de peinture au SAFA**
Par Marion FLAMANC, Responsable de service - SAFA
- "Ensemble, créons du beau"**
Par Marie Gaëlle BATO, Art thérapeute
- Témoignage d'une mère de famille**
- 19 « Accompagner le pouvoir d'agir »**
Par Jean-Yves BARREYRE, Conférencier
- 22 « Des conférences familiales à la Sauvegarde, quelques éclairages... »**
Par Marc MAURIN, Responsable de service - DEMOS
- 24 « Lorsque l'évolution du Conseil de la Vie Sociale s'impose au DEMOS »**
Par Laurent CAROFF, Directeur DEMOS
- 26 « Des paroles et des actes »**
Par Jean DAVOUST, Délégué fédéral des centres sociaux 29/22
- 28 Recherche Action Qualifiante : interview de "raqueuses"**
Par Guénaëlle LENNON, Responsable de service - REPIS Quimper et Myriam LE DOUSSAL, Responsable de service - SEMO
- 30 « La participation des personnes accompagnées. L'expérience de la Maison des parents »**
Par Frédéric FERRARI, Coordonateur - Maison des parents
- 33 « Se surprendre soi, se laisser housculer »**
Par Igor DUQUESNE, Formateur associé ITES, Intervenant théâtre en médiation culturelle et artistique
- 35 Résumé du film "J'ACCUSE"**
Par Thodio, jeune de l'accueil de jour "ados" - DITEP.
- 36 "Cordées cordages"**
Par Xavier VELLY, Directeur - Dispositif REPIS



Photothèque La Sauvegarde

PAR GWEN LE VOURCH
ÉDUCATRICE SPÉCIALISÉE À TY AR GWENAN

UNE BELLE AVENTURE

Mercredi 20 novembre dernier, Kim, Floriane, Kelinn, Lee-Roy et Dylan, 5 jeunes de La Sauvegarde de l'Enfance du Finistère ont eu la chance de participer au trentième anniversaire de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant à L'UNESCO, à Paris.

« J'ai des
droits,
entends-
moi ! »

Consultation nationale du Défenseur des droits
auprès des moins de 18 ans

D Défenseur des droits
REPUBLIQUE FRANÇAISE

© <https://entendsmoi.defenseurdesdroits.fr/>



CIDE 30 ANS

CONVENTION INTERNATIONALE
DES DROITS DE L'ENFANT

© <https://eduscol.education.fr>



Mercredi 20 novembre dernier, Kim, Floriane, Kelinn, Lee-Roy et Dylan, 5 jeunes de La Sauvegarde de l'Enfance du Finistère ont eu la chance de participer au trentième anniversaire de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant à L'UNESCO, à Paris. Cette journée était l'aboutissement d'un travail engagé depuis plus de 8 mois avec l'aide de leurs éducateurs Guillaume Habasque, Ludovic Lehoulle et Gwen Le Vourch.

Tout est parti d'une volonté de la Défenseure des enfants Geneviève Avenard de mener au niveau national une grande consultation auprès des moins de 18 ans. Sollicités pour participer à cette action, la Direction Générale de La Sauvegarde, a proposé à la MECS de Ty Ar Gwenan d'y participer.

Cette consultation intitulée « J'ai des droits, entends-moi » a été menée en partenariat avec près de 50 associations et elle a permis à 2200 enfants de faire entendre leur opinion sur des thèmes précis.

Les jeunes de La Sauvegarde ont rapidement choisi d'évoquer leur statut d'enfants placés et la discrimination dont ils sont victimes dès lors qu'ils en parlent. Ils ont assisté à plusieurs ateliers pour discuter, échanger et faire des propositions afin que les choses évoluent dans le bon sens. Pour illustrer leurs réflexions, ils ont écrit un texte intitulé « bien placé pour en parler ». Mis en musique par Ludovic Lehoulle, éducateur, ce texte fort invite à la réflexion.

L'association TGB (Télévision Générale Brestoise) a été sollicitée pour réaliser le clip vidéo de cette chanson et une journée en studio d'enregistrement a permis aux jeunes de concrétiser ce beau projet.

Le mercredi 20 novembre, les jeunes étaient invités à l'UNESCO pour la restitution de leurs travaux et pour fêter dignement les 30 ans de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant.

Cette journée a été intense et riche en témoignages et en émotion. Les jeunes ont été attentifs et quelque peu impressionnés par le dispositif mis en place à cette occasion. Avec Mélissa Theuriau, en maîtresse de cérémonie, et la présence de l'artiste Grand Corps Malade, les jeunes ont eu l'honneur de rencontrer Emmanuel Macron, venu évoquer de nouvelles mesures pour que le Droit des enfants soit davantage respecté en France. Les jeunes ont vécu intensément cette journée sortant de l'ordinaire et souhaitent par la diffusion de leur clip, devenir à leur niveau, les ambassadeurs des Droits de l'Enfant. □



Photothèque La Sauvegarde



Photothèque La Sauvegarde



Je suis une fille qu'on dit de la DDASS
Pour toi je ne suis qu'une paumée
Je semble prise dans une nasse
Et tout le monde me prend pitié

Tu dis aussi que je suis une pute
Une délinquante, fille de clochard
Et j'te renvoie dans tes buts
Ne me prive pas de mes espoirs

Re
Bien placé pour en parler
Un enfant de foyer

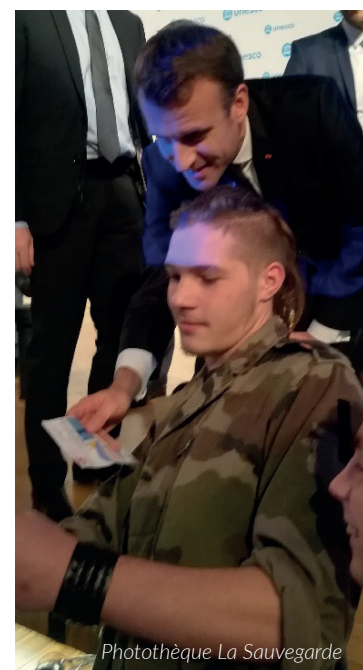
Oui comme toi je crois en l'avenir
Je ne suis pas qu'une marionnette
Je garde toujours le sourire
J'ai plein de projets dans la tête

Tu me dis que j'ai de la chance
Que je n'ai pas mes parents sur le dos
Je fais des camps, je pars en vacances
Pas de tendresse mais des lingots

Et je ne vois pas ma famille
On grandit chacun séparé
Dommage car on n'a qu'une vie
Mais je suis tout d'même habituée

Malgré tout je marche et j'avance
Je garde surtout la tête haute
Et je te fais même la révérence
Car je n'ai commis aucune faute

Chanson écrite par Angéline



Photothèque La Sauvegarde



Photothèque La Sauvegarde



La participation des personnes ressources concernées aux formations à l'intervention sociale

AXE PRIORITAIRE DE TRAVAIL D'UNAFORIS²

Afin de favoriser la diffusion des pratiques au sein des Établissements de Formation au Travail Social de son réseau, mais également au-delà de ses membres, UNAFORIS a réalisé un guide sur *La participation des personnes ressources concernées aux formations à l'intervention sociale*³. Cette ambition, qui a émergé dès fin 2017, marque une évolution profonde dans la conception de la place à « accorder » et à tenir par les personnes accompagnées. D'« usagers » il y a encore peu, elles sont désormais reconnues et sollicitées au titre de leurs savoirs de vie et d'expérience.

S'il est un support de référence pour une communauté de pratiques pluri-partenariale, ce guide ne prétend ni à l'exhaustivité, ni à la modélisation. Il vise à contribuer à « **mettre en pratique une conviction** », et pour ce faire s'articule en trois volets : le cadre d'action, la mise en œuvre et les perspectives que nous présentons succinctement ci-après.

LA DÉFINITION D'UN CADRE D'ACTION COMMUN À L'ENSEMBLE DES ACTEURS

Préalablement à toute expérimentation et/ou mise en œuvre de modalités de participation des personnes concernées dans les formations en travail social, il convient de traiter des **questions épistémologiques et éthiques**.

Les auteurs du guide UNAFORIS choisissent de rappeler que la participation se fonde « sur la reconnaissance de toute personne comme sujet de droits et de savoirs, et sur le principe de l'égalité dignité ». Si les difficultés vécues éloignent le plus souvent les populations fragilisées d'une possible participation, la vigilance s'impose pour que les sollicitations à participer en tant qu'acteurs en formation ne riment pas avec une forme d'instrumentalisation.

Faire participer les personnes concernées, en tant que personnes ressources⁴ dans les formations, conduit naturellement à questionner la nature des savoirs et leur degré de reconnaissance. Savoir académique et savoir d'action ne souffrent d'aucune réserve, alors que le **savoir expérientiel, tiré du vécu**, peine encore à être considéré comme une richesse irremplaçable, notamment d'un point de vue pédagogique. Sa légitimité repose sur un travail méthodique et rigoureux de réflexivité ancré dans le croisement des perspectives et des pratiques, contribuant ainsi à la co-construction d'un réel enrichi et partagé.

Les enjeux pour les parties prenantes de la participation dans les formations au travail social sont multiples, même s'ils diffèrent selon les acteurs. Il peut s'agir de découvrir de la richesse pour tous (faire

bouger le sens des missions, prendre du recul sur ses savoirs, acquérir de nouvelles compétences, contribuer au développement professionnel), de faire évoluer les représentations réciproques (réinterroger les stéréotypes, valoriser les capacités critiques, partager l'autorité, le « pouvoir », la « vérité »), et de découvrir la possibilité de co-construire et de coopérer (créer de nouvelles formes de relations entre acteurs, penser la progressivité dans le développement des compétences innover en élaborant de nouvelles formes de travail social plus pédagogiques).

L'EXPÉRIMENTATION DES MODALITÉS DE PARTICIPATION DES PERSONNES CONCERNÉES DANS LES FORMATIONS EN TRAVAIL SOCIAL

Après avoir défini le cadre d'action commun à l'ensemble des acteurs, nombre de points sont à discuter en amont de toute expérimentation. Ce sont par exemple les questions relatives à l'articulation des savoirs, l'accompagnement des équipes au changement, le respect de la dignité des personnes et les enjeux démocratiques associés, la posture de réciprocité et de bienveillance à l'égard des personnes ressources concernées.

La communauté de pratiques coordonnée par UNAFORIS a classifié différentes formes et modalités de participation qui ont fait l'objet d'expériences dans diverses instances⁵.

1 - ITES : Institut pour le Travail Éducatif et Social

2 - UNAFORIS : Union Nationale des Acteurs de Formation et de Recherche en Intervention Sociale.

Trois grands domaines sont repérés :

■ La participation à des **travaux de recherches** ou études (ex : conduite de recherches inclusives, séminaire de recherche co-piloté par des étudiants et des personnes ressources concernées, recherches collaboratives, technique du groupe miroir),

■ **L'ingénierie pédagogique** (ex : co-construction de journées d'études, de modules de formations notamment à destination des formateurs, méthode d'apprentissage du gap mending).

■ **L'intervention directe** auprès des étudiants (parcours d'approfondissement optionnel et transversal en partenariat avec des collectifs du champ social, « classes ouvertes », encadrement ou co-encadrement de séquences de formation par des formateurs et des « experts du vécu », « cours de mobilisation », mobilisation des expériences personnelles des étudiants, participation à des actions de développement social local, pratique du théâtre législatif, module créatif et de médiation sociale.

Pour que ces expériences réussissent, il importe aussi d'identifier les conditions de réussite, les leviers et les points de vigilance pour tous les acteurs, ainsi que pour chaque catégorie d'acteurs (personnes ressources concernées, formateurs et institutions d'appartenance, étudiants). Dans cette synthèse, nous nous focalisons sur les composantes génériques à toutes et tous, et invitons le lecteur à consulter le guide en ligne pour appréhender les conditions plus spécifiques à chaque acteur.

L'ÉVALUATION DES NOUVELLES PRATIQUES DE FORMATION EN PERSPECTIVE

Le guide se conclut par la proposition d'un processus d'évaluation des nouvelles pratiques de formation, élaboré conjointement avec l'ANSA⁶ sur la base du modèle de Kirkpatrick⁷. Quatre niveaux d'évaluation sont ainsi suggérés : l'inscription dans le projet de l'établissement de formation, l'articulation avec le projet pédagogique, l'imprégnation à travers les changements comportementaux ainsi que l'efficacité de la formation en situation professionnelle. □

3 - Guide La participation des personnes ressources concernées aux formations à l'intervention sociale, UNAFORIS, septembre 2018, 56 p., téléchargeable à l'adresse suivante : https://www.unaforis.eu/sites/default/files/public/fichiers/telechargements/2018_09_unaforis_guide_participation_version_papier_vdef.pdf

4 - Ressource s'entend ici comme la possession de savoirs du vécu transmissibles.

5 - Pour exemple : HCTS, projet Interreg POCTEFA, réseaux européens POWE US et EASSW, collectif SOIF, ATD Quart Monde, FEHAP...

6- ANSA : Agence Nouvelle des Solidarités Actives.

7 - Kirkpatrick D.L. (1959), *Evaluating Training Programs*, 2 ed., Berrett Koehler, San Francisco.

Conditions de réussite	Leviers	Points de vigilance
<ul style="list-style-type: none"> - Construire la formation, de l'ingénierie jusqu'à l'évaluation, avec tous les acteurs - Prévoir une méthodologie - Dédier des moyens à la participation - Prévoir la présence d'animateurs formés - Définir clairement les objectifs de l'intervention - Dire qui intervient avec quelle demande, quelle préparation... - Croiser les points de vue et les prendre en compte - Sécuriser la participation des personnes ressources : cadre bienveillant, respect vie de la privée, prise en compte de la temporalité 	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser des réunions préparatoires pour faire équipe, créer la confiance, avec un même niveau de parole pour tous - Concevoir la participation des personnes accompagnées comme un temps de formation complémentaire, un point de vue différent et non en substitution à d'autres interventions ; co-intervention signifie de croiser/tricoter les interventions et non les juxtaposer - Préciser à tous que les personnes ressources concernées sont là pour leur expertise, en tant que savoir d'expérience et non de témoignage 	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à ce que tous les acteurs puissent s'exprimer et que la parole soit bien répartie - Ne pas hiérarchiser les apports, les expertises - Éviter la posture de l'expert, le seul témoignage de vie et la résolution de problèmes personnels, la reconnaissance personnelle au détriment des personnes les plus exclues, tout procès à l'égard des professionnels (mais analyser leurs difficultés), les listes de recommandations à l'adresse des professionnels, les questions trop personnelles à l'adresse des personnes concernées.



Dessin réalisé par Philippe

Petit « billet » au sujet des esquisses dessinées de ce journal

Me voilà invitée aujourd'hui à un atelier d'art thérapie avec des personnes suivies par le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la ville de Brest. L'atelier est animé par Julie Le Fur, art thérapeute. Participe également David Crenn éducateur spécialisé au CCAS. Il s'agit pour moi d'aller récupérer des dessins que j'ai demandés à Nicolas et Daniel au sujet de leur venue à l'ITES lors du séminaire sur la question de la participation des personnes accompagnées.

Pouvez-vous me dire par un dessin quelles ont été vos impressions en venant au centre de formation témoigner de votre expérience devant nos étudiants ? C'était ma demande initiale mais comme parfois le décalage est grand entre ce que nous pouvons bien imaginer derrière notre bureau et ce qui advient au final. Me voilà donc avec pastels et crayons aux doigts pour partager un moment avec ces gens. Je vais récupérer les dessins mais d'abord il faut que je m'y frotte un peu aussi. Je rentre dans cet espace qui sent les feutres et la colle. Jacques Higelin passe sur le poste de musique, le matériel d'arts plastiques est posé au milieu de la pièce et chacun est vite concentré à faire ce que bon lui semble. Jusqu'à 16 h 00, après c'est le café et partage sur les travaux de chacun.

Je vois, j'observe des gens qui travaillent, qui sont à ce qu'ils font sans devoir être autrement que leur humeur du moment. Sans être accompagnés, perçus comme ceci ou cela, remplis de l'histoire qui les lie à cet espace de création mais aussi aux personnes qui sont là aujourd'hui. Je me rends compte à quel point en demandant ces dessins, il a fallu que moi aussi je m'y risque un peu. Partager, faire, être là. C'est curieux comme les rôles se sont renversés l'espace d'un temps : ces personnes sont venues à l'ITES le temps d'une rencontre avec des étudiants en formation et c'est moi aujourd'hui qui viens dans leur endroit. Ils sont ici protégés d'un monde institutionnel parfois enfermant, échappant un instant à une condition sociale qui s'impose trop souvent à eux. Qui de nous était accompagné ce jour-là ? Qui de eux ou de moi a le plus de choses à dire sur la participation des personnes accompagnées ? Qui fut obligé de faire confiance et de lâcher son costume de salarié pour pouvoir dessiner sans danger ? Cadeau, précieux cadeau, je suis repartie avec un dessin. Il m'a été offert par Philippe qui tout au long de cet atelier s'est appliqué à dessiner une orchidée « ou quelque chose comme ça ».

C'est ça, exactement ça, nous cherchons tous notre dignité finalement ou quelque chose comme ça. □

Par Laëtitia DEGOUYS

Formatrice, filière moniteurs éducateurs.

Coordinatrice DC2, responsable des ateliers de médiation culturelle.

ITES Brest-Quimper

Le point de vue d'une étudiante sur le séminaire

Par Charlotte POULET, étudiante ME²2 à l'ITES

Ma formatrice m'a sollicitée pour écrire cet article. Elle souhaitait valoriser le point de vue d'un(e) étudiant(e) sur le séminaire. J'ai accepté avec plaisir et je ne vais pas le cacher avec un peu de fierté.

Cet exercice s'est gâté au moment de l'écriture. J'ai dû recommencer de nombreuses fois. Je n'étais pas satisfaite et j'avais même honte du résultat. De par mon statut d'élève, je ne me sentais pas légitime de partager un point de vue. Après tout, je ne suis pas experte et l'écriture me semble si complexe. C'est dans ces difficultés que la direction de mon écrit m'est apparue. J'ai dépassé mon ego en prenant de la distance et réussi à me « recentrer »¹ sur les deux aspects qui m'avaient tant inspirés lors du séminaire : la découverte d'ateliers de médiations atypiques et la forme du séminaire qui renversait les places et les rôles.

Ainsi, dans les locaux de l'ITES, professionnels et élèves du travail social recevions le savoir des personnes directement concernées par des accompagnements. Ces rencontres prenaient tout leur intérêt dans l'inversement des rôles. Nous écoutions les récits, les points de vue et nous nous écartions de l'enseignement théorique habituel ; ainsi la frontière entre protagonistes disparaissait et favorisait une véritable rencontre. Nous étions tous ensemble « ici et maintenant » à « envisager les possibilités ».

Le rapport au temps est revenu souvent dans les discours. Les projets qui nous étaient présentés semblaient permettre aux personnes « de prendre du temps pour soi » et « d'ouvrir des portes ». Quelles portes ? Les portes qui permettent de « s'extraire de la pression du quotidien » ? Celles qui permettent de s'arrêter, de contempler, de créer, de tout simplement « se faire du bien » ? Je me suis alors questionnée sur cette « pression du quotidien » que nous connaissons tous. La notion de projet est au cœur de notre société et pour atteindre les objectifs il faut être en mouvement et toujours ascendant. On s'anime pour rester dans la course mais parfois on suit un rythme qui n'est pas le nôtre.

On court sans prendre le temps de respirer, on n'ose pas s'arrêter et alors un accident peut arriver. Une simple foulure, un abandon, une crise cardiaque...



Les sorties de route peuvent survenir à tous moments et à tous. Les travailleurs sociaux interviennent à ces moments et peuvent imposer aux personnes un nouveau rythme, celui des attendus politiques, sociétaux ou institutionnels.

Les projets que nous avons découverts lors du séminaire, abordent l'accompagnement tout autrement. Ils permettent aux personnes d'agir pleinement sur leur rapport au temps et au bien-être. Chacun adopte son rythme « sans montre » et avec « douceur ».

On s'éloigne de la pression des objectifs à atteindre qui enferment souvent les pratiques des travailleurs sociaux et par conséquent les personnes concernées. On peut ainsi penser des espaces où « la découverte de soi, de l'autre, du monde » est possible ou tout simplement des espaces qui permettent « d'être content de soi ».

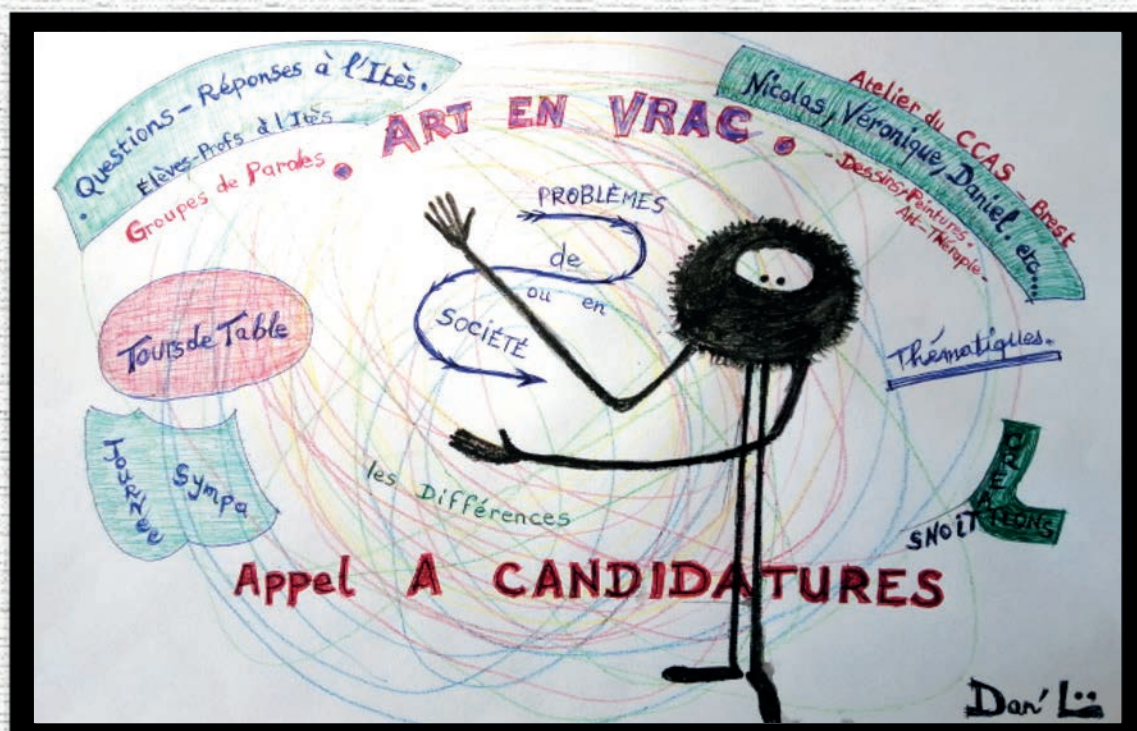
Les personnes ne s'émancipent pas forcément de l'accompagnement social ou médico-social ; mais elles gagnent en liberté de se mouvoir dans les différents attendus de la vie. On « ne voit pas différemment la vie, on la voit ».

Tous les accompagnements ou projets ont une fin. Les personnes exprimaient la « fin douloureuse » de ces ateliers ou accompagnements spécifiques. Cependant elles reconnaissaient que ces expériences avaient été « un carrefour » dans leur vie voire un « renouveau ». Ce séminaire m'a inspirée dans la construction de ma posture professionnelle. Je retiens l'importance de regarder l'autre à travers son prisme et non pas à travers ma propre vision (Je ne sais pas ce qui est bon pour l'autre).

Je suis également convaincue de l'importance de créer des espaces d'expression et de liberté qui servent l'accompagnement standard.

Des espaces de médiations qui permettent aux personnes de découvrir leurs potentiels et ainsi gagner en liberté d'agir et de penser. □

1 - Tous les mots et phrases entre guillemets sont ceux des personnes concernées par les projets présentés lors du séminaire.
2 - ME : Moniteur Educateur



Dessins réalisés
par Daniel



Retrouvez en dernière page de ce journal une peinture réalisée par Daniel >>>



Agir, à différentes échelles

© <https://pixabay.com>

Agir... Terme qui colle bien à notre époque, hyperactive par excellence, dans laquelle chômer, flâner ou être oisif est si mal vu.

Par Grégory LEBERT,
Assistant de Service Social
au TROIS¹

1 - TROIS : Tremplin pour une
Remobilisation, une Orientation et
une Initiation aux Savoirs

Nous percevons pourtant combien notre action est parfois vaine, combien il est confortable de se donner l'illusion de l'efficacité en agissant beaucoup tout en sachant pertinemment que nous pouvons nous perdre dans l'action.

Ambivalence entre le sentiment de devoir agir pour faire cesser et transformer des situations insupportables, et le pressentiment qu'il serait parfois plus judicieux de ne rien faire ou de simplement différer l'action.

Rudes questions pour tous les professionnels du médico-social, dans le travail quotidien d'accompagnement !

Soutenir l'introspection, rechercher avec les personnes ce qui pourrait les aider à retirer les cailloux qu'elles peuvent avoir dans leurs chaussures (ou à faire avec), guider vers une réflexion sur les manières d'évoluer dans ses façons de faire, autant d'objectifs que nous tentons quotidiennement d'atteindre.

Les « bricolages » socio-éducatifs qui s'inventent chaque jour pour avancer et faire avec ses atouts et ses freins, ce sont bien des actions, concrètes, qui aident à vivre un peu mieux, à mieux grandir, à prendre son envol, à se sentir mieux dans son rôle de parent ou tout simplement mieux dans ses baskets en général. Et ça marche, tant bien que mal.

Bien souvent les personnes accompagnées ou nous-mêmes nous heurtons toutefois à des limites sociétales, économiques, politiques dont les leviers se situent à des échelons bien supérieurs à notre niveau. Ce peuvent être les délais de la MDPH, les interminables listes d'attente dans les ITEP, les CMPP ou les prises en charge éducatives diverses, les placements non effectifs des mois après les décisions des magistrats, etc.... Ce peuvent être les carences dans les domaines des transports, de la santé, de l'éducation nationale... la liste est longue.

>>>

Or, demander à un jeune déscolarisé de se remobiliser, aider un enfant violent à maîtriser certains de ses comportements, attendre qu'un parent se mobilise autrement ou davantage pour son enfant quand la société ne met pas en œuvre ou insuffisamment les réponses que la loi prévoit pourtant, c'est d'abord relayer une violence symbolique et c'est ensuite confronter la personne accompagnée à un impossible, à de l'injonction paradoxale.

Le collectif ne met pas en place ce qu'il devrait sans que quiconque soit inquiété, mais l'individu, lui, n'a pas le droit à l'erreur.

Il résidera bien entendu toujours des impossibles, des impondérables. Mais il peut en résider plus, ou moins.

Agir pour essayer de faire en sorte qu'il y ait moins de ces carences, agir pour tenter de faire évoluer les politiques, c'est, au-delà de l'action de proximité et individuelle que nous pratiquons chaque jour, agir aussi au niveau « macro ».

Et sur ce point, le travail social n'est pas trop mal pourvu en empêcheurs de tourner en rond, en « lanceurs d'alertes », en « garde fous ». Chaque fois que nous interpellons nos hiérarchies, nos partenaires, nos politiques, nous agissons, à notre mesure, au profit de l'intérêt public. Et c'est tant mieux.

C'est dans cette même logique, que de nombreux citoyens tout en pensant et en agissant local, pensent et agissent global.

Lors d'une manifestation contre la réforme des retraites, des manifestants du mouvement Extinction rébellion affichaient un slogan évocateur « Pas de planète... pas de retraites ». Très loin d'opposer les combats, ces militants tenaient à mobiliser sur des questions cruciales pour l'avenir de tous.

Notre époque est en effet confrontée à des enjeux qui n'ont probablement jamais été aussi importants pour l'avenir de l'humanité. Après des décennies d'alertes, les écologistes, pris pour trop alarmistes ou trop idéalistes, sont enfin entendus car sur de nombreux constats ils avaient malheureusement raison.

Un siècle et demi d'avancées technologiques majeures, de progrès médicaux considérables, ont fait croire que toute invention était nécessairement un progrès. Le rythme effréné était bien trop intense pour penser l'évolution et le progrès.

Chacun a légitimement couru après un modèle de société confortable répandu sur la planète entière grâce à un modèle économique érigé en religion inattaquable.

Les progrès sont certes fabuleux mais pour une minorité d'êtres humains et au détriment malheureusement du plus grand nombre et d'une planète dévastée.

Il est aujourd'hui devenu urgent d'agir. Paradoxe fascinant ! Il faut se hâter d'agir et de régler des problèmes colossaux provoqués par un activisme forcené, par une évolution qui est allée bien trop vite.

Comment penser dans l'urgence ? Et que faire ?

Une pratique assez séduisante est la politique de l'autruche. Elle est assez satisfaisante à court terme mais c'est souvent malheureusement un leurre, à l'instar des solutions toutes faites pour échapper au symptôme... Le problème de fond resurgit et nous rattrape toujours tant qu'on n'a pas tenté de s'attaquer à la racine.

Une autre pratique est d'essayer de faire sa juste part comme La Sauvegarde a accepté que nous le propositions à travers le groupe environnement constitué en mars 2019. De petits gestes, individuels, dans le cadre de nos activités respectives.

Le pouvoir d'agir est là. Le pouvoir peut être celui de grandes puissances, de grandes institutions. Celui des individus est souvent pris pour dérisoire alors qu'il est probablement bien plus grand lorsque l'on s'associe.

Se hâter de... prendre le temps de penser... pour user de notre pouvoir d'agir. □



Le recyclage des déchets est une figure de citoyenneté. Au 14 rue Maupertuis, les différents services tentent de trier les déchets ainsi que de mettre l'accent sur des choix de consommation plus respectueux de l'environnement (produits « verts », labellisés, ...).

Le Service de Suite ainsi que le SESSAD ont mis en place le tri sélectif notamment dans la cuisine collective (poubelle verte, poubelle jaune, poubelle à verres). Grâce à ces outils, les professionnels sensibilisent les jeunes accueillis à cette démarche citoyenne. L'objectif est de leur faire prendre conscience de la nécessité de prendre soin de leur planète par des comportements simples à acquérir.

Ainsi, ils vont pouvoir >>>

- Comprendre les impacts sur l'environnement de chacun des modes de traitement des déchets,
- Prendre conscience de la diversité et de la quantité des déchets que nous produisons,
- Saisir l'implication individuelle dans la production des déchets : découvrir la relation entre consommation et production de déchets,
- Intégrer le tri des déchets dans une attitude d'éco-citoyenneté,
- Savoir s'informer sur la gestion des déchets dans son quartier, son village ou sa ville,
- Connaître les différents types de collectes,
- S'impliquer en participant au recyclage des déchets ménagers, en triant ses propres déchets,
- Percevoir la notion de réutilisation/ de réemploi/du caractère jetable,
- Connaître les différents modes de traitement des déchets : valorisation énergétique (incinération), compostage, recyclage, enfouissement,
- S'engager à réduire les déchets à la source (acte d'achat).

>>>



Les professionnels du SESSAD, qui sont souvent amenés dans leurs prises en charge à faire des sorties-repas sur l'extérieur (pique-nique, goûters), ont investi dans des gobelets réutilisables et non plus jetables pour ne plus utiliser de couverts et assiettes en plastique. Ils réduisent autant que possible les produits individuels (petites bouteilles d'eau, petits paquets de chips, plats préparés et sous emballage plastique, pompotes ...).

L'idée est de tendre vers le « zéro déchet » et de faire prendre conscience aux jeunes de l'importance de manger des produits plus sains, moins industrialisés.

De plus, à l'accueil du bâtiment, il existe d'autres formes de tris sélectifs : piles, matériels de bureau (crayons, blancs,...), lunettes, cartouches d'encre... Ces différents conteneurs de déchets sont visibles et accessibles, bien repérés et utilisés par tous les professionnels et les usagers du « 14 ».

Dans un autre registre, mais tout aussi important, nous appuyons fortement auprès de nos jeunes « fumeurs » du Service de suite sur la pollution que représentent les mégots de cigarettes pour l'environnement et les incitons à prendre l'habitude d'avoir sur eux un petit cendrier de poche. Ceci est plutôt opérant, tout au moins quand ils sont en notre présence !!

Un projet est actuellement en réflexion pour créer un compost et donc un tri des déchets alimentaires que nous ne pratiquons par encore sur le service. L'idée est d'en faire un outil commun à l'ensemble du bâtiment, et peut-être de développer un potager, en mode jardin participatif. □

**Les équipes du Service de suite
et du SESSAD**



© <https://pixabay.com>

PLACE CHACUN

Par René MOULLEC, Administrateur

L

association Vert le jardin a été lancée en 2000 à l'initiative de Culture et Liberté et d'un citoyen, aujourd'hui son directeur¹, depuis toujours à l'initiative de projets collectifs et écologiques.

Lors de leur création, les jardins familiaux ont eu le souci d'améliorer la situation des familles ouvrières, parfois en lien direct avec l'usine qui les emploie, ou à l'initiative des mairies dès la fin du XIX^{ème} siècle. Étape suivante de cette volonté évoluant avec les besoins propres à chaque époque, les jardins partagés « n'ont plus seulement le besoin de produire de quoi se nourrir, mais de se retrouver sur un terrain commun et des projets collectifs. Le sol et les idées sont partagés »².

Chaque jardin est spécifique. Il naît toujours d'un groupe initiateur, composé de riverains et souvent animé ou suivi par un collectif de quartier (maison ou centre social de quartier...).

A partir de la sollicitation de deux ou trois personnes, intéressées par un espace non construit non loin de leur habitation, collective ou non, un porte-à-porte s'engage pour parler du projet. Il débouche souvent sur la mise en place, accompagnée financièrement et de manière technique par la ville ou la commune, d'un projet à chaque fois spécifique, à partir de l'originalité de l'espace convoité et des envies des habitants.

Au début de l'histoire, Vert le jardin a beaucoup proposé et mobilisé. Aujourd'hui, l'association répond plutôt aux nombreuses demandes de gens qui se disent « pourquoi pas nous ? ».

Les initiatives animées par Vert le jardin sont porteuses, dans leur organisation, d'une implication des usagers de l'espace partagé.

Les collectivités ne s'y sont pas trompées, une ville comme Brest les a inscrites au cœur de son projet de démocratie participative. Les habitants descendent au jardin, font connaissance et y trouvent pour le moins relations de voisinage et solidarité.

Ce gamin de SEGPA ne trouve pas sa place dans les quelques stages qu'il a dû écourter pour la plupart. Qu'est-ce que tu aimes, lui a-t-on demandé à Vert le jardin, « la console et les animaux ». Le voilà mobilisé du côté des poules et des lapins. Un succès.

Gisèle, habitante en fauteuil électrique résidant dans un foyer tout proche, se mêle de tout dès que ça s'anime au jardin. Issue du milieu agricole, et très investie, elle est un peu la casse-pied au quotidien, coutumière de conseils non souhaités par ses collègues jardiniers. Un jour, ils la retrouvent en pleurs devant son carré de radis qui commencent à pousser. « Depuis le temps que j'attendais ça, de voir pousser des radis »...

Ces histoires se racontent lors de la fête des saisons, la fête qui se tient dans un jardin différent à chaque nouvelle saison.

L'équipe qui a la charge de la préparation invite les autres jardins de la ville. Ces fêtes sont sources d'échange, de lien, de dynamique pour poursuivre ; on y voit ce qui se fait ailleurs, c'est une source d'inspiration. ➡➡➡



Photothèque Vert le jardin



Vert le jardin a aussi repris la Ferme à Raymonde, que l'on peut apercevoir en descendant de la RN 12 vers le rond-point IKEA, à droite. Nombreux sont ceux qui s'y retrouvent, adhérents ou non. On y vient pour partager un moment et son savoir-faire, chaque semaine. Faire quelque chose ensemble et apprendre le compost par exemple.

C'est là que l'on peut croiser quelques adhérents du Sémaphore, adeptes du lieu. Le Sémaphore³ est un espace loisirs ouvert depuis quinze ans à Brest aux personnes en situation de handicap qui en deviennent adhérentes.

Depuis quelques années, un jardin partagé a été créé par le Sémaphore à l'école du Petit Paris, jouxtant l'ITEP Jean-Louis Etienne.

Bernard, adhérent d'un certain âge (c'est comme cela que l'on dit de ceux qui ont de l'expérience !), en est le jardinier en chef, secondé par une bénévole d'activité et quelques collègues adhérents. Il a même imaginé une tondeuse à mains qui peut être placée devant un fauteuil électrique, il n'y a pas de raison de refuser à certains de participer.

Il conseille patiemment les débutants en culture de pomme de terre.

Chaque lundi, lui et quelques collègues « expérimentés » aident les enfants du Petit Paris à s'occuper de leur carré potager, les conseillent, leur expliquent ce que va devenir la graine plantée...

Bernard a rencontré l'institutrice qui a donné son accord pour les temps au jardin, grâce à l'appui de l'intervenante des TAP⁴, les enfants venant en contrepartie aider au Sémaphore pendant les activités artistiques, échange de bons procédés. Lors des mois d'hiver, on fabrique quelques tables et chaises grâce au prêt d'un atelier par un menuisier professionnel.

L'idée d'une serre est aussi en vogue, à condition de trouver quelques financements.

Bernard a pris l'habitude de bêcher, semer, récolter quand il était jeune, chez ses grands-parents près de Dijon. Il rêvait en secret de s'y remettre à sa retraite, qui s'est construite à Brest auprès de ses frères et sœurs car ses parents sont décédés. Aujourd'hui, il s'est investi dans ce projet car la méthode du Sémaphore, c'est de responsabiliser, les anciens expliquant aux nouveaux.

Nous y avons aussi rencontré Elodie, adhérente désireuse d'expliquer son rôle et ses responsabilités. Elle a toujours été très timide, dit-elle, souvent enfermée dans sa chambre. Comme elle voulait tout de même rencontrer des gens, sa mère lui a présenté le Sémaphore. Les activités proposées, le programme étant préparé avec les adhérents, lui ont convenu. On lui a lors proposé de participer à la tenue de la friperie, mise en place avec le quartier ans les locaux de la rue d'Ouessant.

Elle en est maintenant la responsable, et elle le fait savoir.

Elle porte d'ailleurs des vêtements de démonstration, c'est mieux pour voir ce que cela donne ! J'avais fait des stages vente de vêtements, ça me sert, finalement, dit-elle...

Elle a beaucoup évolué, a pris de l'assurance, et déclare être très contente de notre rencontre. Cela se voit à son sourire éclatant.

Laisser pousser pourrait être un slogan partagé par ces deux

1 : Michel Campion

2 : jardin-partage.org, Le jardin dans tous ses états.

3 : Le Sémaphore, créé et animé par l'association Epal, soutenue par le CD 29 et les collectivités qui abritent un de ces espaces (Brest, Quimper, Lesneven). Les personnes - adultes - en situation de handicap y trouvent porte ouverte toute la semaine pour se rencontrer, et mener des activités encadrées par un professionnel de l'animation et un groupe de bénévoles.

<http://www.epal.asso.fr/les-semaphores-du-finistere.php>

4 : Temps d'Activité Périscolaire, offrant aux élèves des temps d'activité animés par le secteur de l'éducation populaire. Des temps riches en rencontres et en découvertes diverses.

La ferme à Raymonde



© <https://www.lessemaphores.fr>

Ensemble, créons du beau »



Dans le cadre de l'AEMO à moyens renforcés au SAFA, nous travaillons, accompagnons, soutenons le lien parent/enfant ; et en 2019, nous avons décidé de faire appel à Marie-Gaëlle BATO, art thérapeute, pour nous aider à tisser/reteindre la relation entre certains parents et leurs enfants. Ce projet d'art-thérapie autour de l'art abstrait à destination des familles a été financé par le CITS de La Sauvegarde.

Trois parents et leurs enfants se sont mobilisés de début mars à juillet 2019, à raison d'une séance tous les quinze jours autour d'un atelier intitulé « Ensemble, Créons du Beau ». L'ensemble des professionnels du SAFA s'est relayé pour permettre la réalisation de ce projet ; par exemple en assurant les trajets allers-retours ou encore pour occuper les petits frères et sœurs pendant les séances.

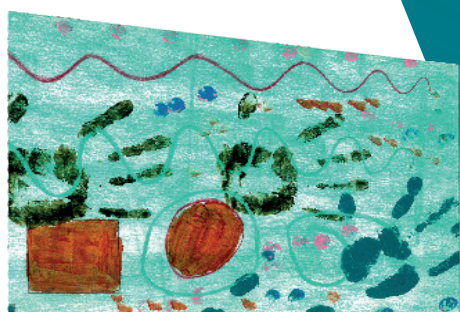
Les familles, fières de leurs réalisations, ont émis le souhait d'exposer leurs œuvres.

Le 10 juillet, nous nous sommes réunis, professionnels, familles et invités, pour célébrer le vernissage de cette exposition artistique.

Les toiles ont été exposées dans le hall de La Sauvegarde jusque mi-septembre 2019 et depuis décorent gaiement les maisons des familles mais aussi le couloir du SAFA et le bureau de la Présidente.

Marion FLAMANC,
Responsable de service au SAFA Brest

>>>



>>>

Marie-Gaëlle BATO, Art-thérapeute

Un atelier d'art-thérapie au SAFA, oui, mais pourquoi ? En quoi ces enfants et ces parents auraient-ils besoin d'ateliers d'art-thérapie ? Les mots manquent parfois pour pouvoir communiquer facilement et partager un projet commun. L'art est un mode d'expression différent, qui permet à chacun de trouver son langage et de créer avec l'autre un dialogue.

Après avoir travaillé et retravaillé différentes techniques, certains peintres ont eu besoin de revenir à l'essence même de la peinture : la matière. Ils ont joué avec pour créer du Beau sans se poser la question de la représentation. L'art abstrait est un outil ludique qui permet de créer un langage singulier.

Proposer ce mode d'expression pour un atelier parents enfants m'a paru idéal. Chacun était au même niveau. L'atelier fut composé de dix séances de 2 heures et s'est déroulé de manière progressive avec comme objectif : une réalisation sur toile, pour que chacun garde la trace de cet atelier et donc de ce dialogue avec l'autre.

Les séances ont débuté par un exercice au dessin automatique (tracé sans se poser de question, en laissant l'esprit libre de rêver), puis nous avons joué à gratter, frotter la matière et à superposer la peinture. L'expérimentation fut la base de cet atelier.

Ensuite, pour que le dialogue émerge, nous avons créé ensemble... Ensemble sur différents supports en relais (6 feuilles sur la table et les participants changent de feuilles toutes les 2 minutes), Ensemble sur plusieurs supports qui seront regroupés à la fin de séance et ensemble sur le même support.

Petit à petit, les yeux se sont mis à briller. Après un moment de retenue, chacun à son rythme a pu trouver son style, son langage avec la peinture, les pastels, les Poskas... >>>



Un dialogue fut possible puis les participants s'exprimèrent oralement :

« Lorsque le SAFA m'a proposé de faire un atelier mère/fille avec Dafnée, j'étais très contente.

C'est avec plaisir que j'y suis allée.

Au début de l'atelier je me sentais un peu speed et rapidement je me sentais apaisée.

Le fait de voir du monde, d'échanger avec d'autres parents, d'être avec Dafnée et de pouvoir faire des choses avec elle m'ont permis de me détendre et de me sentir bien.

Penser à l'activité, le temps de l'atelier, ne penser qu'à ça était important pour moi.

Le fait de prendre le temps avec Dafnée me permettait de rééquilibrer, car je passe beaucoup de temps avec Evan ;

Lorsque je peins, je suis bien, je ne pense qu'à ça je suis dans une bulle ».

Témoignage d'une mère de famille.



Accompagner le pouvoir d'agir

La Sauvegarde de l'Enfance du Finistère
Concarneau, 18 octobre 2019

Par
Jean-Yves BARREYRE
Conférencier

La « participation » désigne, d'un point de vue lexical, le fait de prendre part ou d'avoir part à une action collective. Cette perspective s'est progressivement imposée à compter des années 80. Elle est issue d'un mouvement né au cours des années 70 en faveur d'une démocratie participative ouverte aux besoins individuels et aux particularités. Se revendiquant de la philosophie des droits de l'homme, ce mouvement affirme le droit à la dignité de toute personne humaine. Il reconnaît à tout un chacun, y compris aux plus démunis, le droit à l'autodétermination et à la concrétisation effective de ses droits. Et le premier niveau de l'auto-détermination consiste à *s'approprier, voire à inventer ses formes de participation sociale*.

1°- Laisser l'élaboration des participations et du pouvoir d'agir aux personnes concernées

Or il n'est pas un colloque de professionnels ou de familles qui aujourd'hui ne s'empare de cette notion ou de celle de pouvoir d'agir, accaparement qui est parfois vécu par les personnes elles-mêmes comme un « vol qualifié », une spoliation conceptuelle dans les rapports sociaux de communication, une entourloupe de la société du spectacle¹.

D'autant plus, comme le dit Serge Ebersold, que « la réorganisation de l'action publique autour d'une logique de projet relie explicitement les schèmes d'appartenance sociale à la prédisposition de l'individu à se penser comme un coopérateur s'investissant activement dans le développement d'une société à construire. Elle subordonne la concrétisation des droits individuels, à son aptitude à formuler un projet « réaliste », à être son propre vecteur de sens : toute absence de projet en devient révélatrice d'une « errance sociale » des plus coupables et des plus stigmatisantes dans un contexte où il est exigé de l'individu d'être socialement identifiable (...). S'affirme ainsi un projet normatif sans précédent, les formes de reconnaissance sociale auxquels peuvent prétendre les individus, notamment les plus fragiles, étant assujetties à leur aptitude à être les héros de leur quotidien »².

Il convient donc de laisser voire de soutenir les personnes elles-mêmes s'approprier leurs formes d'autodétermination et de participation sociale.

>>>

1-« On enferme les « usagers de la psychiatrie » dans l'unique rôle du témoignage, avec pour seul bagage leur expérience personnelle, à laquelle on daigne accorder une valeur comme base de réflexion ou vecteur de soutien.[...] »

Mais cet enfermement dans la seule expérience vécue s'inscrit dans la lignée de la non-reconnaissance de nos capacités à produire une pensée et un discours critiques. La tendance générale est toujours d'invalider nos savoirs du fait de notre vécu : nos émotions, nos colères, nos discours seraient « trop subjectifs » et marqués par la maladie ou la folie.[...]. Article « Au delà de la pair-aidance » in Zinzin Zine, blog participatif « qui vise à diffuser des outils théoriques et pratiques pour lutter contre le système psychiatrique et la psychophobie, par soi-même ou à plusieurs », 24 avril 2019.

2- Ebersold S. « Participation » in Barreyre JY, Bouquet B. (coord) Nouveau dictionnaire critique d'action sociale, 2006, Bayard



© https://restaurant-lechantier.fr

>>>

Aurélien Troisoefus et Benoît Eyraud recensent quatre formes de groupes de personnes avec troubles psychiques³ :

- Les groupes d'auto-support, qui permettent de mieux vivre sa maladie et partager son expérience des troubles, comme les Groupes d'Entraide Mutuelle ;
- Les groupes de contestation, qui contestent les institutions sanitaires, comme le Groupe d'Information Asiles (GIA) des années soixante dix ou aujourd'hui Advocacy France (1996) ;
- Les groupes de représentation ou de lobbying qui permettent de représenter la parole des usagers dans les instances officielles, comme la FNAPsy (1992) ;
- Les groupes d'affirmation d'une différence, qui visent à faire reconnaître une expérience de vie singulière, comme le Réseau International des Entendeurs de voix.

Le changement de places et de rapports sociaux liés à la montée de ces mouvements et du principe de l'empowerment réinterroge la notion d'accompagnement social et la mise en œuvre ce que le rapport du CSTS coordonné par Marcel Jaeger⁴ appelle le « travail social en résonance ».

2° - L'accompagnement au pouvoir d'agir

« Accompagner », de compagnon (con-pane), c'est partager le pain, c'est en quelque sorte revenir au contrat idéal, celui où la seule ressource rare, la nourriture nécessaire à la survie, est divisée entre les compagnons. Image archétypale de l'Évangile, le partage du pain suppose une communauté de destin.

Le verbe accompagner conjugue deux idées : celle d'être avec et celle de déplacement en commun.

Cependant, les agents accompagnateurs partagent peu ou prou le destin social des usagers, même lorsqu'ils sont issus d'un même milieu social, géographique et/ou culturel.

Leur positionnement, dû à une histoire familiale, un classement historique, à une tradition religieuse et/ou à une occasion nécessaire⁵, les situe dans des trajectoires différentes et spécifiques : quelles que soient les dimensions sociale, économique, culturelle, historique, etc., qu'ils partagent avec les accompagnés, ils n'ont pas dans la situation les mêmes enjeux personnels, les mêmes intérêts, les mêmes objectifs. Cyprien Avenel entre autres développe l'existence d'un pouvoir discrétionnaire des agents au contact du public⁶.

Pourtant les conséquences de la montée du pouvoir d'agir des personnes bouleversent les modes d'accompagnement :

- *Au niveau des espaces et des lieux de l'action,*
- *Au niveau des temps de l'action*
- *Et au niveau des modes de coopération qui reconsidèrent les relations asymétriques entre professionnels et usagers⁷.*

Le tournant inclusif transforme les rapports aux personnes et donc les modes de relation et de coopération professionnels/usagers. L'émergence des pairs-aidants, des médiateurs pairs, des expertises d'usage, des usagers formateurs, des usagers consultants des équipes de recherche collaborative, tout cela transforme les rapports sociaux de production du social⁸.

2.1- Avant le pouvoir d'agir, le vouloir agir

Avant le pouvoir d'agir, il y a le vouloir agir sur sa propre situation, il faut moins une volonté, une intentionnalité que d'abord, s'autoriser à vouloir.

Cette question renvoie au fondement même de l'action éducative : *que mettons nous en place pour que les personnes s'autorisent à vouloir agir sur leur propre situation ?*

Dans notre étude sur les enfants et adolescents dits en situation d'incapacité⁹, nous montrions que ces jeunes, inscrits dans un processus d'échappement, (et non d'attachement), nécessitaient une autre manière d'intervenir auprès d'eux, de les accompagner : non plus en tentant de les « attacher à un lieu éducatif » (« pose tes valises, ici, on va te proposer un projet personnalisé »), mais en organisant sur le territoire un système de coopération entre tous les acteurs du soin et de l'accompagnement social et médico-social, co-responsables des situations complexes, coopération qui s'articule avec le parcours chaotique des jeunes, le reconnaît, pour accompagner cette période de déambulation et agir sur le trajet et non dans un lieu prescrit.

En s'organisant sur le territoire et non plus à partir de lieux prescrits (lieux d'accueil spécialisés ou de soins) les intervenants professionnels et les pouvoirs décisionnaires « autorisent » un cheminement singulier et se mettent à son service, à partir de leur mission de protection, de soins, d'éducation. Et ce faisant ils soutiennent un vouloir encore possible.

Autre exemple, les séjours de rupture, longtemps délaissés, reprennent cette même problématique. Puisque certains jeunes, souvent vulnérables, fuient les espaces construits de la « réadaptation » ou de l'intégration, autant ne pas s'opposer à cette pulsion vitale et les accompagner, voire leur proposer une aventure autant qu'un pas, fut-il de charge.

3- Troisoefus A., Eyraud B. « Une cartographie des formes de participation » in Rhysome, n°58, nov. 2015

4- CSTS Rapport Refonder le rapport aux personnes. « Merci de ne plus nous appeler usagers », DGCS, Ministère des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes, février 2015

5- Par occasion nécessaire on entend la possibilité d'occuper une place dans un rapport de forces qui corresponde aux intérêts des agents ou des groupes d'agents intéressés dans une situation sociale et historique donnée : ainsi en est il de jeunes issus des quartier en difficulté et embauchés comme animateurs socio éducatifs dans ce même milieu

6- Avenel, RFAS, « Le travail social entre puissance et impuissance », argumentaire, N° à paraître 2020

7 - Par exemple, nos amis québécois et anglo-saxons, notamment dans le domaine du handicap, co-construisent des projets d'action ou de vie en commençant par des séances collectives entre professionnels et usagers où chacun présente ses compétences et ses insuffisances, et le groupe « choisit » sur quelles compétences ou quelles aptitudes le collectif va collaborer.

8 - Voir à ce propos Jacques M.C., Morin P. Guide des savoirs expérientiels : Accompagner la personne vivant avec la schizophrénie, Institut Universitaire de première ligne en santé et services sociaux, 2019

9 - Barreyre J.Y. et al, « Les parcours et les situations des jeunes dits « incapables » : Une souffrance maltraitée », CEDIAS, ONED, 2007

Les séjours de rupture¹⁰ organisent un espace et un temps hors des normes et des lieux quotidiens, un espace-temps de confrontation avec soi-même et avec les autres, où les règles se construisent ensemble et en chemin, avec un avant et un après. L'accompagnement des échappées belles dans les séjours de rupture a ceci d'innovant qu'il permet de remettre à l'ouvrage, dans un environnement inconnu ou nouveau, parfois hostile, aussi bien les rapports aux espaces de vie que les rapports au temps et ses scansionnements ritualisés dans la vie quotidienne.

On peut supposer ce que ces nouvelles pratiques d'accompagnement nécessitent des aménagements de règles et de réglementations de négociations et de confiance entre le pouvoir judiciaire, administratif et éducatif.

Et pourtant, c'est bien cet état d'esprit qui a été repris, suite au rapport Piveteau sur les situations complexes et la mise en place de la méthode « Une Réponse Accompagnée pour Tous » (RAPT).



2.2°- D'autres espaces, d'autres temps d'intervention

En termes d'espaces, on peut juger le « tournant inclusif » des politiques sociales de deux manières.

On peut considérer d'une part qu'il repose sur deux postulats parfois incantatoires :

- Il incite les professionnels du social à travailler avec les autres secteurs d'intervention spécialisés, la cité et le droit commun, en leur demandant d'inventer collectivement les modes de coopération, mais sans véritablement définir de chartes de coresponsabilité sur les situations les plus complexes ;

- Il remet en cause les espaces de vie spécialisés, parfois de manière radicale¹¹, mais sans se prononcer sur la protection des personnes les plus fragiles et les moins outillées pour vivre dans la cité.

On peut considérer d'autre part, a contrario, qu'il réinvestit les professionnels du social au service de la cité, dans des chantiers de coopération pour éviter les ruptures de liens sociaux fondamentaux, comme l'habitat inclusif¹², l'école inclusive, la réhabilitation psycho-sociale, les ESAT de transition, etc.

Ce ne sont plus les personnes en situation de vulnérabilité qui rejoignent des espaces de vie spécialisés, comme l'impliquaient les deux lois du 30 juin 1975, mais ce sont des professionnels du social et du médico-social qui s'introduisent dans les institutions de droit commun comme l'école ou l'entreprise pour accompagner les personnes les plus vulnérables.

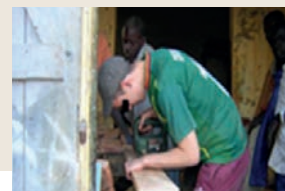
C'est aussi l'unité de temps du travail social qui est transformée : travailler sur des parcours, signifie travailler avec d'autres, mais aussi dans des « périodes nécessaires » d'intervention tout au long d'un trajet de vie et donc au delà du temps administré de « la mesure » administrative ou judiciaire, et pas forcément de manière continue.

Ce changement de l'unité de lieu et de l'unité de temps de l'action sociale nécessitera d'autres modes d'évaluation :

- Passer de l'évaluation externe par établissement à une évaluation territoriale des services intervenant dans des situations similaires ;
- Mettre en œuvre des mesures d'impact dans le temps des stratégies de projets personnalisés.

Nécessaires et Insuffisants

Comme je l'indiquais dans mon dernier ouvrage¹³, la « leçon » que m'ont apprise les personnes vulnérables est que le lien social repose sur deux conditions : d'une part, être nécessaire à soi-même et aux autres, et d'autre part, se considérer comme « insuffisant » pour vivre dans et découvrir le monde qui nous entoure. Cette leçon peut aussi profiter aux professionnels des différents secteurs d'intervention sanitaires et sociaux, répondant aux situations complexes de vulnérabilité, dans lesquelles chacun est nécessaire et insuffisant. □



Photothèque La Sauvegarde

10 - Trontin T. Archambault O. (coord.) Les séjours de rupture en questions. Oser l'innovation. 2020, Erès, Trames

11 - Cf Rapport de l'ONU sur les droits des personnes handicapées en France, C. Davandas d'Aguilar, 2019

12 - Barreyre J.Y, Delporte M., le vieillissement des personnes en situation de handicap : opportunité d'un nouveau devenir ?, ANCREAI, rapport et synthèse, décembre 2018

13 - Barreyre J.Y., Eloge de l'insuffisance. Les configurations sociales de vulnérabilité, Erès, 2014

Des conférences familiales à La Sauvegarde, quelques éclairages...

CONFÉRENCES FAMILIALES

En 2017, dans le cadre des 80 ans de l'association une journée à Morlaix avait pu permettre de sensibiliser un certain nombre de salariés à la pratique des conférences familiales. Convaincus par la pertinence de cette approche qui paraissait innovante, l'association a souhaité soutenir un projet de formation portant sur les conférences de groupes familiaux.

Cela a pu se concrétiser en 2019 au bénéfice de différents services, le REPIS, le SEMO et le DEMOS. Par l'intervention de Mohamed LHOUSNI une dizaine de salariés ont pu découvrir et expérimenter une autre approche. Cette formation d'une durée de cinq jours visait à définir les différentes étapes du processus, à former des coordinateurs en s'appuyant sur des retours d'expériences et des mises en situation.

La conférence familiale est une démarche peu répandue en France. A ce jour trois départements sont inscrits dans une démarche de développement de cette pratique : le Nord, l'Ardèche et la Gironde. A l'origine, la pratique des conférences familiales est introduite en Nouvelle Zélande, inspirée de la tradition du peuple Maori et inscrite dans la loi dès 1989. Depuis, plus de quinze pays européens ont mis les conférences familiales en œuvre comme mode de travail social alternatif avec les familles et les enfants. D'autres pays dans le monde ont décidé de l'utiliser également. Pour exemple à Leeds en Angleterre, 600 conférences sont organisées chaque année.

Pour résumer ce modèle, Mohamed LHOUSNI le définit ainsi: **«C'est une réunion de prise de décision structurée au cours de laquelle le réseau familial élargi élabore un plan pour le futur de l'enfant, incluant des garanties pour sa sécurité et son bien-être avec l'appui des services sociaux ».**

Par Marc MAURIN,
Responsable de service
DEMOS BREST

La méthode de travail de la conférence familiale s'appuie sur le principe que les individus sont responsables de leurs propres actions.

Cette approche s'oriente essentiellement autour de la question du pouvoir d'agir. Il s'agit de considérer que les familles ont des ressources dans leur environnement proche. Par proches, nous entendons les membres de la famille, les amis, les relations, et le voisinage. Comment ne pas réduire les individus au cercle de la famille nucléaire en laissant dans l'ombre ses autres cercles alors même qu'ils sont importants pour les personnes.

Pour Yann LE BOSSE, professeur de psychologie, le pouvoir d'agir des personnes et des collectivités, c'est « la capacité des personnes à exercer un plus grand contrôle sur ce qui est important pour elles, leurs proches ou leur communauté ».

Ce modèle de prise de décision peut s'adresser à tout type d'organisation sociale. Dans le domaine de la protection de l'enfance, on peut utiliser les conférences familiales pour élaborer des plans qui répondent à des préoccupations relatives à la protection de l'enfant, à sa sécurité, qui permettent de déterminer le soutien à mettre en place ou décider du lieu où l'enfant résidera. A l'origine c'est un travailleur social en charge de la famille qui propose l'organisation d'une conférence familiale.

La conférence familiale est donc une réunion au cours de laquelle des décisions et un plan d'action sont élaborés par les proches de l'enfant. Sa réussite réside dans le temps préparation qui lui est réservé. L'animation est assurée par un coordinateur indépendant dont le rôle est de faciliter ce processus. La phase de préparation nécessite beaucoup de temps de rencontres avec les parents et l'enfant, pour définir les personnes à inviter, écouter et clarifier les préoccupations de chacun. Chaque acteur doit se sentir en sécurité et sera associé aux règles de fonctionnement de la conférence familiale. Le jour de la conférence familiale après un temps d'accueil animé par le coordinateur, arrive le temps privé au cours duquel des décisions et un plan d'action sont élaborés.



La particularité c'est donc que les professionnels présents laisseront les membres de la famille élargie seuls, sans limitation de temps. A l'issue de ce temps privé, la famille produit un document qui regroupe les actions et les engagements sur lesquels tout le monde s'est mis d'accord.

Le dernier temps est réservé à un échange en présence du coordinateur et du travailleur social qui valident ou non le plan. Le coordinateur s'assure que les membres de la famille s'entendent et seront garants de ce plan. De son côté le travailleur social s'assure que la protection de l'enfant est suffisamment assurée par le plan d'action.

Pour résumer, nous retiendrons que trois principes sont à respecter :

- La notion de famille intègre la famille élargie, les amis, les voisins et autres personnes significatives dans l'intérêt de l'enfant
- La famille développe son plan d'action dans un temps privé sans les professionnels
- Les professionnels acceptent le plan d'action sauf s'il présente un danger pour l'enfant.

De notre modeste expérience, on peut dire qu'à ce jour une conférence a abouti jusqu'à un plan, validé par les professionnels. Un bilan à trois mois a permis de mesurer les effets positifs pour l'enfant qui était concerné : sa sécurité est assurée, les membres de la famille élargie s'impliquent dans la vie de l'enfant avec l'arrivée de nouvelles personnes bienveillantes dans son entourage. D'autres projets de conférences familiales n'ont pas été jusqu'à leur terme mais ont produit certains changements dans la dynamique familiale. Deux autres conférences familiales sont en préparation.

Ces résultats nous encouragent dans la poursuite de cette expérimentation. Plusieurs professionnels sont mobilisés dans ce sens et peuvent témoigner que cette pratique peut favoriser le pouvoir d'agir des familles. □



LORSQUE L'ÉVOLUTION DU
CONSEIL DE LA VIE SOCIALE

**S'IMPOSE
AU DEMOS**

Par Laurent CAROFF, Directeur

La loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale a conduit le service à s'interroger sur la place des personnes accompagnées et la mise en pratique de leurs droits. Cette loi précise que lorsque le service accompagne des mineurs, objet de mesures éducatives en milieu ouvert ordonnées par l'autorité judiciaire, le Conseil de la Vie Sociale n'est pas obligatoire. Le questionnaire de recueil de l'avis des parents sur l'exercice de la mesure éducative décidée à l'égard de leur(s) enfants(s) est suffisant pour répondre au cadre de la loi.

Malgré tout, au DEMOS, nous avons eu la volonté de compléter le questionnaire de recueil de l'avis des personnes accompagnées par la mise en place d'un Conseil de la Vie Sociale. Nous étions convaincus que ces deux modes d'expression apportaient une diversité favorisant un plus large questionnement du service.

En 2005, pour la mise en place du Conseil de la Vie Sociale, nous avons sollicité des associations pouvant représenter les usagers (ATD Quart Monde, ADEPAPE, le Secours Populaire, REVE, Vacances et Famille, le Groupe de défense des mineurs du Barreau de BREST). Jusqu'en 2015, cette instance s'est réunie 3 fois par an, dans un cadre défini par un règlement intérieur co-construit avec tous les participants.

Pour illustrer les sujets débattus lors des réunions, le Conseil de la Vie Sociale, en 2015, a donné son avis sur le règlement de fonctionnement du DEMOS, document remis à chaque famille au début de notre intervention.

Les professionnels se sont donc emparés de cette question et sur BREST est née l'idée d'un projet intitulé FESTI'DEMOS.

L'objectif était de créer un évènement convivial où parents et enfants seraient invités. C'est ainsi que plus de 90 enfants et parents ont participé à cet évènement le samedi 28 septembre 2019. Des activités ludiques avaient été organisées (vélo, ateliers créatifs, jeux, basket, animation théâtrale). Un jeu de l'oie « géant » avait été créé, agrémenté de questions qui permettaient aux enfants et aux parents de donner un avis sur les accompagnements assurés par les professionnels du DEMOS.

Des enregistrements audio anonymes permettaient également aux enfants et aux parents de s'exprimer sur leur perception des accompagnements.

Des amendements, visant à clarifier le propos destiné aux usagers, ont été proposés dont la plus grande partie a été retenue.

En 2014, l'évaluation externe réalisée pour le DEMOS préconise de renforcer la participation des personnes accompagnées dans la vie du service. Les évaluateurs proposent que nous passions pour le Conseil de la Vie Sociale d'un mode représentatif à un mode participatif. Les associations représentées au Conseil de la Vie Sociale ainsi que les professionnels y participant, sensibles à cette proposition, ont alors pris l'initiative de décentraliser les Conseils de la Vie Sociale sur les trois sites du DEMOS (Quimper, Morlaix et Brest).

C'est ainsi qu'a été organisé en 2016 et 2017, un Conseil de la Vie Sociale par année sur chaque site auquel étaient invités les parents que nous accompagnons. Nous avons donc eu, sur les deux années, un total de 6 rencontres, 3 à 4 parents ont été présents pour 3 d'entre elles, aucun pour les autres. Nous n'avons pu que constater le faible nombre de parents présents. Par contre les échanges furent riches, comme par exemple sur les thèmes de la première rencontre au domicile, de la prise en compte des beaux-parents dans le cadre de l'accompagnement éducatif, de la proximité-distance entre le travailleur social et les parents...

Face à cette faible mobilisation des parents, les membres du Conseil de la Vie Sociale ont proposé aux équipes éducatives que l'année 2018 soit consacrée à une réflexion sur chaque site sur une évolution du Conseil de la Vie Sociale qui facilite la participation des parents à une telle instance.

Le midi, un repas était servi, moment chaleureux partagé entre enfants, parents et professionnels.

Un tel évènement a permis d'offrir un espace nouveau, singulier, de rencontre entre les professionnels et les familles. Les parents ont pu manifester leur intérêt pour une telle journée en exprimant leur volonté de pouvoir être associés à l'organisation si un tel évènement devait être renouvelé.

Sur QUIMPER et MORLAIX, les équipes finalisent leur projet respectif d'un moment de rencontre singulier avec enfants et parents pour une réalisation en 2020.□



« Ça sert à quoi d'aller voter ? »

« On a beau communiquer,
c'est toujours les mêmes qui se déplacent ! »

« De toute façon, on ne tient pas compte de notre avis ! »

DES PAROLES ET DES ACTES

Développer le Pouvoir d'Agir au sein des Centres Sociaux

Par Jean DAVOUST,

Délégué fédéral des centres
sociaux du Finistère et des Côtes
d'Armor.



A l'heure où le manque d'engagement et le défaitisme sont objets de questionnement, à l'heure où les valeurs de la République semblent vaciller et où les leviers de la citoyenneté sont complexes à identifier, les Centres Sociaux affirment comme enjeu prioritaire, la nécessité de réfléchir et de mettre en place des actions qui visent à développer le pouvoir d'agir des enfants, des jeunes, des familles, des seniors... et des collectivités !

Les raisons de cet engagement

Parce que les habitants sont au cœur des projets, parce que ces espaces de proximité que sont les centres sociaux entendent bien faire vivre l'éducation populaire à travers l'émancipation des individus, parce que nous souhaitons permettre aux personnes d'agir localement pour transformer leur environnement proche, ou plus encore parce qu'il nous semble important de modifier le rapport des élus aux citoyens..., les centres sociaux sont des foyers d'initiatives « qui ne font pas pour, mais avec les habitants du territoire ».

Un centre social répond à **l'intérêt individuel** en proposant des activités, des ateliers (cuisine, danse, langues étrangères...) ou des services (permanence de l'assistante sociale, permanence numérique...).

Ces structures répondent également à **l'intérêt collectif** en développant des projets avec les publics (chantiers de jeunes, jardins partagés, séjours familiaux...). Les centres sociaux développent aussi des actions **d'intérêt général** en travaillant les questions de mobilité, d'habitat, de santé publique ou encore environnementales.

C'est en lien avec cette « 3^{ème} maison de la citoyenneté », que s'inscrit le développement du pouvoir d'agir des habitants.

« Des rats dans la cave, des moisissures dans l'immeuble, une cage d'escalier insalubre, un manque d'offres de garde qui va empêcher celles et ceux qui souhaitent travailler de le faire, une rue mal entretenue et vétuste, une place publique laissée à l'abandon au centre d'un quartier ... autant d'épines dans le pied, de cailloux dans la chaussure sur lesquels on peut agir. Autant de situations problèmes vécues sur lesquelles chaque personne peut avoir du pouvoir. »

Comme le précise Yann LE BOSSE (Université de Laval au Québec), le DPA (Développement du Pouvoir d'Agir) se réfère à la capacité concrète des personnes (individuellement ou collectivement) d'exercer un plus grand contrôle sur ce qui est important pour elles, leurs proches ou la collectivité à laquelle elles s'identifient.

Dans une société très inégalitaire, les centres sociaux sont certainement des acteurs légitimes pour avancer AVEC les habitants sur ces différents sujets. Il s'agit pour les professionnels et bénévoles d'être dans une posture d'écoute, d'identification d'une situation problème, de vérification de la volonté d'un groupe à agir, d'analyse du contexte, de mise en place d'instances de prises de décisions collectives pour accompagner les publics dans une négociation ou dans un acte significatif dans l'espace public.

« Concrètement, par l'accueil, l'instauration d'une relation de confiance, par une écoute attentive, nous permettons aux individus de prendre la parole dans un groupe, d'oser exprimer une idée, de confronter leurs arguments, pour ensemble définir une stratégie qui permette de faire bouger les choses sur le quartier... »

Selon Paulo FREIRE (Pédagogue Brésilien 1921-1997), le processus de conscientisation était essentiel pour développer le pouvoir d'agir des peuples amérindiens opprimés avec lesquels il travaillait. « Favoriser la prise de conscience que je ne suis pas la seule personne concernée par un problème, que je suis en capacité de proposer autre chose avec d'autres et que mes actes ont permis de transformer mon quotidien... »

C'est ce que nous pourrions appeler une prise de conscience émancipatrice » confirme un bénévole des centres sociaux.

Enfin, développer une démarche DPA nécessite également pour les acteurs (travailleurs sociaux et collectivités) une capacité à regarder et à analyser leurs propres pratiques.

Les professionnels se positionnent-ils dans une fonction de contrôle social, d'agent d'un état providence « sauveur » ou encore d'activiste « militant » ? interroge Yann LE BOSSE.

Que l'on soit éducateur, animateur ou assistante sociale, ne faudrait-il pas se poser la question suivante : comment puis-je contribuer à faire en sorte que cette personne ou ce collectif puissent dépasser, contourner ou éliminer l'obstacle qui l'empêche de faire le prochain pas en direction du changement poursuivi ?

Concernant les élus, initiatives des habitants, participation, développement social local... ne peuvent être que de vains mots si, au moment de permettre aux citoyens de contribuer à l'amélioration de leur environnement et de leurs conditions de vie, ils se montrent réticents à l'implication et à la participation pour diverses raisons qui vont de la crainte à l'abus de pouvoir.

Il est essentiel de s'emparer de cet enjeu : notre société est de plus en plus inégalitaire et nos centres sociaux font partie des acteurs forts pour accompagner les habitants dans cette conscientisation nécessaire. Appuyons-nous, avec nos partenaires, sur nos points forts : la proximité, le lien, le dialogue, la capacité d'écoute et la démarche « d'aller vers » !

Gageons que tous comprendront l'efficacité et la plus-value que constitue le développement du pouvoir d'agir pour la vitalité démocratique et plus largement pour la vie de la cité. □

Interview* de Guenaëlle LENNON

Responsable de service au REPIS - QUIMPER

et Myriam LE DOUSSAL

Responsable de service au SEMO - BREST



« Chercheurs de plein vent » le livre est disponible à la vente en librairie ou sur commande possible sur : <https://www.locus-solus.fr>

L'interviewer (ton de voix aigu et affirmé, regarde sa montre)

Dites-moi, dans le cadre du journal de La Sauvegarde, et en lien avec la récente parution du roman graphique de Guillaume De Bats et Marcel Le Lamer, je m'intéresse à la formation RAQ¹. Comme vous avez toutes les deux participé à la précédente session, en tant que responsables de service, je souhaitais vous poser une seule et unique question :

En deux mots, qu'est-ce que ces deux années de recherche-action vous ont apporté ?

Guénaëlle (se tourne lentement vers Myriam)
Euh...

Myriam (raccroche subrepticement son regard à celui de Guénaëlle)
En fait...

L'interviewer (perplexe)

Alors ?

Guénaëlle (yeux plissés, sourcils baissés)
Comment dire ? Qu'est-ce que cela nous a apporté, en deux mots ?

Myriam (yeux écarquillés, posés nonchalamment sur ceux de l'interviewer)

C'est-à-dire que... vous en venez directement à la conclusion or, ce qui compte finalement, c'est plus le chemin que la destination. Il importe pour nous de retracer succinctement ce chemin. Et puis, comme tout cheminement, Guénaëlle et moi ne l'avons pas vécu de la même façon. Alors, toi Guéna, que peux-tu dire de la façon dont t'a été présentée cette formation RAQ ? Et quelle a été ton impression sur ces deux années ?

Et puis, deux ans plus tard, qu'est-ce qu'on en fait ? »

Guénaëlle (rapproche sa chaise, regard lointain, se remémore)

Cette formation m'avait été présentée comme une formation universitaire qualifiante basée sur le fameux « pas de côté ». Retourner sur les bancs de la fac avec mes pairs, pourquoi pas...

Penser ma pratique professionnelle autrement, pourquoi pas...

Ensuite, les deux ans se déroulent, bon an mal an.

*Dans cet article, l'interviewer est fictif

1- RAQ : Recherche Action qualifiante

Difficile de le faire ce « pas de côté » quand le quotidien pro prend toute la place : les mesures d'AEMO puis la prise de poste de responsable de service au REPIS. Je vis avec un sentiment d'écartèlement à certains moments, de course après le temps à d'autres.

Mais quelle richesse cela reste de >

- lâcher prise ou de tenter d'y parvenir,
- faire des rencontres prévues et imprévues,
- vivre l'errance, l'inconnu et l'incertitude.

C'est un foisonnement de questionnements et de doutes que je mets en écriture dans mon journal de bord et dans le RIP, au sens de Récit d'Investigation Professionnelle (rien à voir avec un Recueil d'Informations Préoccupantes... encore que !).

Et deux ans plus tard... retour dans l'institution. Comment faire vivre cette dynamique RAQ auprès des équipes alors que je n'ai pour le moment pas les mots pour l'expliquer ? Qu'ai-je compris ou appris ? Je ne le sais pas clairement mais je continue dans mon quotidien professionnel à cogiter, tâtonner, tester, rater, et surtout bifurquer.

Myriam (*se redresse, pensive et concentrée*)

De mon côté, la RAQ m'avait été présentée comme l'opportunité d'un « pas de côté » qui allait nous amener à plonger dans l'univers de la Recherche, tout en s'inscrivant dans l'Action et dans la perspective d'une Qualification. Ouah ! Voilà qui paraissait bien nébuleux ! Mais voilà qui donnait très envie !

Envie de >

- se délester de nos réponses toutes faites,
- se laisser surprendre par l'autre, par ce qu'il est en capacité de faire et d'être,
- de se nourrir de nouvelles questions,
- de se repenser, de repenser l'autre, et de repenser le lien accompagnant-accompagné.

Ensuite les deux ans se déroulent. Je mesure vite à quel point ce n'est pas qu'un seul « pas de côté », c'est l'Everest ! Comme toute ascension, il y a une part de prise de risque mais surtout une opportunité, celle de se dépasser !

Deux ans plus tard... Il est toujours bien compliqué de mettre en mots cette expérience qui se révèle avant tout être une aventure professionnelle. Et une aventure, ça se vit, plus que ça se dit ! Et la tentative de l'enfermer dans des concepts peut vite lui faire perdre de son envergure mais puisqu'on nous le demande, tentons l'expérience de nous accorder sur ce que la formation RAQ a pu nous apporter.

L'interviewer (reprend son crayon)...

Guenaëlle et Myriam (*se prêtent leurs mots*)

Les apports de la RAQ ? Avoir pu prendre le temps de travailler sur notre positionnement professionnel et ce, par différents moyens >

• **Sortir** de l'institution et enlever nos casquettes de travailleurs sociaux pour rentrer dans la peau de chercheurs.

• **Rencontrer** des gens d'horizons différents et croiser nos regards : les autres pros engagés dans la formation, les intervenants, les habitants, les jeunes dans la rue... et faire l'expérience de la « réciprocité transformatrice » à savoir que non seulement on apprend de l'autre, mais au-delà, accompagnant comme accompagné peuvent sortir transformés d'une relation éducative. Restituer à l'autre son pouvoir d'agir.

• **Investiguer** sur notre parcours personnel qui vient marquer nos choix professionnels et déterminer le pro qu'on est aujourd'hui et celui qu'on aspire à être demain.

- Qu'est-ce qui va compter pour moi ?
- Qu'est-ce que je veux défendre en tant que travailleuse sociale ?
- En tant qu'éducatrice ?
- En tant que responsable de service ?

• **Cheminer** par l'écriture de récits et notamment par l'écriture partagée. Faire l'expérience qu'écrire sur soi, écrire sur l'autre et sur nous fait trace d'un geste éducatif.

• **Conscientiser** nos expériences de terrain pour en retirer un savoir expérientiel.

• **Apprendre** à mettre en lumière les espaces de convivialité, de créativité, et d'humanité dans les services, des espaces qui se remplissent au quotidien par tous nos gestes, par nos regards et par nos mots.

L'interviewer (s'arme de patience) :

Finalement ... pour conclure ?

Guenaëlle et Myriam (*ton de voix posé et assuré*) :

Finalement, par cet article et parce que les mots ont le pouvoir de donner corps aux ressentis et surtout de structurer la pensée, et parce que la co-écriture se présente comme un espace alternatif de l'« en-commun », nous ne tentons pas seulement de dire mais surtout de démontrer ce que la RAQ a pu nous apporter.

À savoir nous engager au cœur d'une expérimentation qui nous fait sentir puis penser à quel point la prise en compte de nos singularités demeure une condition à l'émergence de l'« en-commun », cet espace où l'on est, où l'on vit et où l'on construit ensemble. C'est l'idée que l'interculturalité ne peut se penser et se développer que si l'on prend en compte la singularité de chacun, à savoir sa pensée, ses ressentis, ses aspirations, ses besoins, sa culture, ses mots. Ce qui, dans nos institutions soumises à des contraintes extérieures de plus en plus fortes, doit continuer à être pensé comme l'essentiel. Et pour favoriser cette émergence des singularités, il nous faut nous affranchir de nos représentations, nous libérer parfois de nos attentes de professionnels, prendre le temps de la rencontre, de « faire avec » la personne accompagnée, et prendre aussi en considération ce qu'elle exprime sans le nommer ». □



La participation des personnes accompagnées. L'expérience

**Comment cela se traduit, s'observe,
se vit à la Maison des parents la participation des parents ?
Participer qu'est-ce que c'est ?**

À la Maison des parents la compréhension que nous privilégions et à laquelle nous nous attachons est celle de l'étymologie de la participation :
« prendre part » ; « avoir des traits communs avec ».

Nous partons du principe que les parents et les enfants qui s'arrêtent à la Maison des parents viennent partager, entre parents ou avec les accueillant-e-s, des moments de leur quotidien. Alors, en cela, ils nous permettent de prendre part à leur vie, et inversement en les accueillant et en les sollicitant (temps libres, ateliers, temps d'échanges individuels, rencontres parents/professionnels...), nous leur accordons une place dans le projet de la Maison des parents. Cette participation permet le mouvement. Pour les familles, c'est par exemple un mouvement vers une amélioration des relations au sein de la famille, vers un apaisement de tensions dans le couple, ou avec des professionnels, ou encore vers une compréhension plus claire de leurs qualités, de leurs aptitudes auprès de leurs enfants. C'est aussi un mouvement vers une meilleure compréhension des différents équipements de quartier qui peuvent être des lieux ressources.

La Maison des parents est un lieu de prévention. C'est agir tôt, proposer une intervention suffisamment tôt pour permettre de diminuer le risque, c'est agir avant qu'une situation ne se dégrade.

Si l'on relie cet élément à celui de participation, nous nous référons à la participation citoyenne. Être citoyen, être parent c'est se penser avec les autres ; parler, transmettre, communiquer, éduquer, rire, vivre, tout cela n'a de sens qu'à travers les autres, qu'à travers ce que nous vivons les uns avec les autres.

Alors, être au contact de l'autre implique du respect, de la solidarité, du non-jugement, cela crée de la mixité. C'est là tout l'enjeu du projet de la Maison des parents.

Toutes ces différentes notions, valeurs ou affirmations façonnent notre souhait, notre intention envers les personnes, parents et enfants, que nous côtoyons à la Maison des parents.

La participation à la Maison des parents passe par le partage de ce que les familles ressentent, pensent des différents moments vécus. Aussi, quoi de mieux pour illustrer ces impressions que leur parole. À la Maison des parents nous prenons du temps pour la recueillir et notamment avant les Conseils d'orientation qui se tiennent deux fois par an.

Nous avons ainsi eu le privilège de recevoir ces paroles sur la notion de participation. Nous vous les proposons dans cet article.

Frédéric FERRARI

Responsable Coordonnateur - Maison des parents

Ainsi, participer pour les familles c'est >

Partager différents moments de sa vie, de son quotidien. C'est par exemple partager ses joies mais aussi ses chagrins ou ses colères, partager un bon goûter, des expériences de tous les jours. Faire découvrir la cuisine de mon pays.

Proposer : des idées d'ateliers, de l'aide (entre parents), donner son avis au Conseil d'orientation.

Oser : c'est oser dire que l'on va bien ou pas d'ailleurs, oser venir malgré la sensation que l'on n'est pas à sa place ou que les autres vont nous regarder. Le fameux « regard des autres » ; c'est dépasser des craintes lorsque son enfant n'est pas « comme il faut » (fait des crises, ne dort pas). C'est oser donner son avis, faire des propositions.

Transmettre des savoirs, des expériences, des convictions, des tentatives pour faire mieux ou différemment. Des réussites au quotidien avec ses enfants, son conjoint. Transmettre sa bonne humeur.

(Prendre) **l'Initiative** de ne pas attendre que les accueillantes nous proposent et nous conseillent ; de venir à la Maison des parents.

Déléguer (la charge des enfants), c'est accepter de laisser de côté des certitudes, de demander de l'aide ou du soutien, de se soulager de la charge du quotidien.

Alléger (la conscience), c'est venir dire à la Maison des parents (aux accueillantes ou à d'autres mamans) tout ce que l'on ne peut pas dire ailleurs (même à des amies ou de la famille). C'est un lieu neutre. Nos soucis de couple, de parents, de travail, de recherche de travail... C'est être en capacité de dire ses faiblesses.

La confiance en soi. Se rassurer, être rassuré sur ce que l'on fait de bien, sur ce que l'on a su faire et que l'on a mis de côté pour x raisons. C'est oser, comme dit précédemment. Se rebooster. C'est nous, et pas les autres, qui savons pour nous.

Le lien / lier / nouer / tisser des liens avec les autres parents, c'est sortir de chez soi, aller à la rencontre, se montrer, faire de ces rencontres des amitiés, des échanges de pratiques, c'est se soutenir, s'écouter. Discuter avec les accueillants, connaître les parents qui viennent.

(Se) rencontrer les uns les autres, s'accepter dans nos différences.

Être ensemble : pas de jugements par la présence de personnes de différentes nationalités, nous sommes tous ensemble peu importe qui l'on est, d'où l'on vient, comment on parle.

L'importance et la réalité d'une mixité comme cela vient d'être dit, c'est s'accepter et comprendre que l'on peut être accepté.

Déculpabiliser en venant à la Maison des parents c'est savoir que les accueillantes ne nous jugent pas. C'est être réconfortés et soutenus dans nos échecs, nos tentatives, dans des choix pour nous ou nos enfants. Être ramenés à nos compétences et capacités.

>>>

nce de la Maison des parents

>>>

Souffler en venant sur les moments de siestes des enfants pour avoir du temps pour soi ; boire un café ou un thé et juste discuter ou faire un jeu.

Sortir de l'isolement : la Maison des parents comme une 2^{ème} famille. Venir à la Maison des parents pour rompre une solitude (choisie ou non), éviter la déprime après un échec, une mauvaise nouvelle pour soi ou ses enfants. C'est rencontrer du monde pour revivre. Venir cuisiner à la Maison des parents lorsqu'on n'a pas envie chez soi.

Sourire c'est sourire soi-même parce qu'on se sent bien à la Maison des parents, mais ce sont aussi les sourires des accueillantes, des autres parents, des enfants. La bonne humeur de la Maison des parents, les rigolades.

Les Projets : les projets personnels que l'on s'autorise à partager, mais aussi être associés à ceux qui font la Maison des parents.

L'Investissement : je donne de mon temps, je partage mes idées, je suis réellement force de proposition. A la Maison des parents, on réfléchit ensemble.

Soutenir : se soutenir les uns les autres à l'image du soutien que l'on reçoit avec les accueillant-e-s.

Conseiller : là aussi les uns les autres, entre parents, entre accueillant-e-s et parents. C'est toute la différence avec d'autres lieux où des professionnels imposent, à la Maison des parents, on nous écoute avant de suggérer, de proposer, de nous ramener à nos décisions.

La solidarité comme le conseil, le soutien c'est être ensemble dans l'écoute, le partage d'astuces, d'expériences, c'est comparer les expériences, mais jamais ne se juger. C'est faire découvrir la Maison des parents au monde extérieur. C'est faire sa vaisselle et celle des autres.

Se mettre « à nu » c'est dire à la Maison des parents des choses sur soi que l'on ne peut pas dire ailleurs ; pas de jugements, de critiques. On se sent à l'aise et respecté, en confiance.

Accueillir : se sentir accueilli, toujours avec le sourire, mais aussi accueillir les autres comme ils sont et comme on l'a été avant eux.

Mettre sa pudeur de côté « il y a un microclimat à la Maison des parents », une énergie positive qui permet de s'autoriser.

La Complicité dans la participation ensemble à des moments, une connivence entre nous, de l'humour, des rigolades.

Les Amitiés qui naissent forcément de la complicité partagée à la Maison des parents et qui se maintiennent au-delà.

Les Responsabilités C'est avoir conscience que l'on a une responsabilité par rapport à la santé des autres, on s'intéresse aux autres, c'est un lieu où l'on peut dire que l'on ne va pas bien, il y a du réconfort. Être à la Maison des parents nous ramène à nos responsabilités de parents. □

Thibo 5 ans (il n'était pas venu depuis deux mois) dit lorsqu'il arrive :

« La Maison des parents m'a beaucoup manqué ».

Amaya 15 ans

« La Maison des parents est un lieu qui permet de passer du temps en famille ».

Chloé 8 ans

« Ma maman fait des dessins avec moi », « Les accueillant-e-s me font des câlins ».



LA CITOYENNETÉ : une démarche participative à partir d'une expérience de médiation éducative et artistique par le théâtre

(Session de formation ITES Septembre 2018/Juin 2019)

Par Igor DUQUESNE,
Formateur associé ITES
Intervenant théâtre en médiation culturelle et artistique



© <https://pixabay.com>

Que nous dit Citoyenneté par sa terminologie ?

« De citoyen qui vient du latin civis qui a le droit de cité. Statut juridique qui lui permet d'être reconnu comme membre d'une société, ciment du lien social par l'obtention des droits politiques »

Ici nous allons pousser la définition stricto sensu de « citoyenneté » à la double dimension Acteur/Auteur : pour des médiations par le théâtre, pile au cœur du Sujet non ? De soi à soi mais aussi de soi aux autres, parmi et par les autres, dans une dialectique complexe en intériorité / extériorité, en transformation, sous le regard de l'autre mais en prise directe avec l'« immanent jaillissant » qui se dévoile en temps réel. Trajet de l'intériorité vers l'extériorité avec effet feedback instantané nous y reviendrons.

Oser : pour oser s'exprimer, se dévoiler, nécessité d'une réciprocité, d'un équilibre, d'une égalité de chaque membre du groupe face à sa parole singulière déposée, nécessité pour le groupe d'être réceptacle, en capacité d'accueillir ce qui surgit dans, son unicité, son étrangeté (Ricoeur/ Tobie Nathan), dans ce qui dérange, bouscule, gratte... Non point magique ni donné d'entrée de jeu, cette réciprocité de livrer et d'accueillir se co-construit avec et par le groupe, comme une enveloppe groupale (chère à Didier Anzieu), gage et garantie d'un possible lâcher prise car sécurise.

Une enveloppe groupale, comme un socle d'accueil, (jusqu'à l'inconditionnalité avec certains groupes, là, véritable état de grâce !!!) qui se co-construit à chaque fois en temps et maturité groupale variable.

N'est-ce pas déjà là, les prémisses d'une citoyenneté en construction, en advenir par ce mouvement en germe (en groupes restreints), où l'acceptation de chaque dans son différent peut avoir droit de citer et d'exprimer son « oser singulier et unique » ? Dévoiler son différent dans son émotionnel, sa corporéité mais aussi dans son récit narratif (Gaulejac) une corporéité qui met en scène la reliance entre vécu psychique et social et pour citer Philippe Olislagers dans *Histoire, fondements et concepts de corporéité* : « La corporéité comme un phénoménal interactionnisme symbolique, un constructivisme individuel et social, un sens aigu de la dignité humaine ».

>>>



© <https://pixabay.com>

Accueil, acceptation de l'autre différent dans son histoire psychosociale (mais aussi semblable puisque membre de la communauté humaine) s'avère un point d'ancrage pour aller tutoyer la complexité des identités plurielles et l'altérité.

Rencontrer l'autre pluriel (par le nombre de participants et par la complexité des identités en interaction) dans le groupe pour ensuite rencontrer l'Autre hors du groupe, sur l'espace public (par le théâtre invisible), dans les institutions (comme la rencontre des enfants de Mecs) où symboliquement par le dispositif photos langage sur les arrivants (photos de personnes issues d'autres cultures) à accueillir sur le port de Brest ; autant de dispositifs et supports pour médiatiser par le jeu, par le contour, par le détour, la relation à l'autre et la rencontre, que les travailleurs sociaux qualifieraient d'éducatives mais que je nommerais ici humaines, en tant qu'alter-égal.

Accepter de déplacer son regard, de bouger ses propres lignes de représentations, de se décaler de ses propres archétypes simplificateurs, n'est-ce pas commencer le processus de transformation du regard de soi sur l'autre ?

N'est-il pas la perception d'un autre réel, plus complexe derrière l'archétype catégoriel ?

N'est-il pas la mise en route vers la reconnaissance de l'altérité ?

N'est-ce pas ouvrir une autre boîte de pandore pour y découvrir les trésors insoupçonnés que révèle l'être pluriel bien plus transcendé que l'apparence brute, socialement construite à l'insu de chacun, car archétypes collectifs plus décortiqués, plus déconstruits. Cette reconstruction n'est-elle pas aussi le gage de cette citoyenneté en agir ?

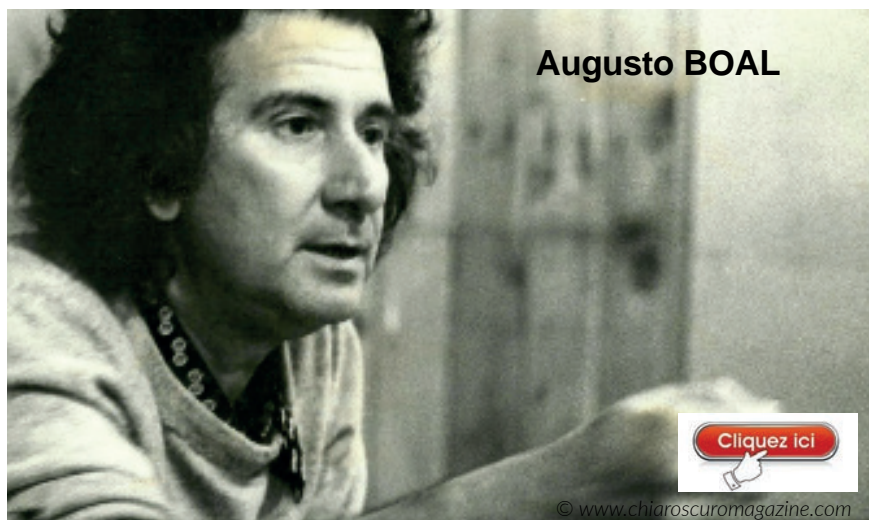
Ouverture aux champs des possibles :

Par le théâtre invisible (Augusto Boal) sur l'espace public, pour sonder l'acte de dire et de faire à partir de situations prétextes (construites en amont tout en laissant une large part à l'improvisation pour laisser surgir in situ l'imprévisibilité), là nous touchons le cœur de la participation citoyenne en offrant un micro, une résonance aux paroles et aux actes publics, recueillis mais aussi en interaction directe avec l'immanent et l'imprévisibilité.

Par le Théâtre forum proposé dans ses espaces de médiation éducatives/artistiques), nous touchons le cœur de la démarche participative, car à partir de situations et de questions sociétales.

Le théâtre forum propose une réflexion collective de l'exploration des champs des possibles (in situ en interaction directe avec les spect'acteurs), où rien n'est figé, mais au contraire, où tout déclic, tout changement s'avère envisageable à chaque instant : exploration multi-directionnelle, spectre infini des réponses possibles à une situation initiale qui semblait verrouillée. Une participation pleine, (démarche participative, collectivement concertée et co-construite) qui décline la citoyenneté en actes, certes sur un espace limité (le temps de la représentation avec les spect'acteurs et sur le temps de création) mais en processus réel, dynamique où chacun s'incarne en acteur/acteur d'une nouvelle page à écrire, à scénariser.

N'est-il pas le processus même du contrat social cher à Rousseau ? □



Références :

Didier Anzieu, *Le Moi Peau*, Dunod 1995

Augusto Boal : *Théâtre de l'opprimé*. Paris, La Découverte, 2006.

Vincent Gaulejac : *L'Histoire en héritage. Roman familial et trajectoire sociale*, Paris, Desclée de Brouwer, 1999 ; nouvelle édition (poche) : Petite Bibliothèque Payot, 2012

Philippe Olislagers *Histoire, fondements et concepts de corporité* les Éditions de la province de Liège

Paul Ricœur : *Soi-même comme un autre*, Seuil, 1990

Jean Jacques Rousseau : *Du contrat social*, Flammarion, GF, 2001

Tobie Nathan : *L'Étranger ou le Pari de l'autre*, Autrement, 2014

Cliquez ici



Par Thodio DE SOUSA
(accueil de jour «ados»)

Thodio a aussi souhaité s'exprimer dans ce journal au travers du film «J'accuse» de Roman POLANSKI.

Thodio nous livre ici son résumé >

En Novembre dernier, avec la classe je suis allé voir le film « J'accuse ».

Ça se passe à la fin du 19^{ème} siècle.

C'est l'histoire d'un homme nommé Alfred Dreyfus qui a été accusé de haute trahison pour avoir donné des informations de l'armée française aux allemands et la punition qui lui a été infligée fut l'emprisonnement sur l'île du Diable au large de Cayenne.

Son ancien professeur le colonel Picquard qui fut promu à la tête du contre-espionnage va découvrir que les preuves contre Dreyfus furent absolument fausses. Quelle mascarade ! L'affaire va durer une dizaine d'années, le temps que le colonel Picquard trouve les preuves contre le véritable traître, le Commandant Esterhazy. Dreyfus a été relâché. À cette époque, les français étaient contre les juifs et Dreyfus fut victime de racisme.

C'est Émile Zola, grand écrivain , qui a rédigé l'article «J'accuse», pour dénoncer de nombreux politiques français, et des hauts gradés impliqués dans cette affaire.

CORDÉES CORDAGES



Photothèque La Sauvegarde

Par Xavier VELLY,
Directeur Dispositif REPIS

Les équipes éducatives sont de plus en plus nombreuses à afficher co-construire avec les familles qu'elles accompagnent. En effet, prendre en compte les souhaits des membres de la famille, valoriser leurs initiatives ou s'appuyer sur la connaissance, la perception qu'ils ont de leurs enfants y contribue. Paradoxalement, l'histoire de l'éducation spécialisée et le cadre institutionnel qui la régit restent encore souvent arc-boutés sur un rapport aidé/aidant souvent bien inégalitaire. Néanmoins, certains projets peuvent venir bousculer nos pratiques, comme ce fut le cas pour le projet *Cordées cordages*.

Au cours de l'été 2019, le PEAD et le SAFA de La Sauvegarde du Finistère ont établi un partenariat avec l'association *Cordée cordage* afin de permettre à certaines familles de partager une expérience novatrice. C'est donc huit familles, accompagnées d'éducateurs et d'un skipper, qui ont navigué succinctement à bord d'un catamaran pour 24 ou 36 heures. Lors de cette expérience, familles et professionnels étaient égaux face à l'inconnu. Le fait de partager une intimité (vivre ensemble, se tutoyer...) permet à la personne accompagnée de se sentir aussi légitime que le professionnel à être force de proposition et d'être acteur. Nous avons donc constaté que le partage d'une vie commune au travers d'un support bateau rééquilibrait les rôles. Louis en est un excellent exemple.

Il est 10 h du matin et le soleil bat déjà son plein en ce début du mois d'août. Louis est déjà sur le pont du bateau, la mine réjouie par cette belle journée qui l'attend. La fierté sans doute de vivre un moment unique avec ses enfants, tout particulièrement pour ce père de famille qui n'accueille Colleen, Wyatt et Kenan (13, 11 et 10 ans) qu'un week-end sur deux et la moitié des vacances scolaires.

Ce moment semble d'autant plus important que son sentiment sur son rôle parental et les temps passés avec ses enfants lui paraissent chaotiques, discontinus pour pouvoir peser efficacement sur leur éducation. Cela est d'autant plus complexe que Monsieur ne possède pas de véhicule et s'emploie pour tenter l'équilibre dans un budget le plus souvent en berne. Malgré tout, Monsieur montre une réelle envie d'exister, de trouver une place auprès de ses enfants, tentant tant bien que mal de sortir d'une spirale qu'il estime souvent infernale dans son parcours de vie. Une lutte aussi contre les services sociaux dont il a le sentiment qu'ils le regardent comme un imposteur, incapable d'endosser son rôle de père. Une relation difficile avec son ex-compagne, la mère de ses enfants, et qui l'a quitté, le laissant dans un tel désarroi qu'il en a perdu le fil même de sa propre histoire.

Touché mais pas coulé, Monsieur surnage et tente de sortir la tête de l'eau. Une bouée s'offre à lui avec en acronyme majuscule les lettres du PEAD. Une bouée qui le remet en selle, l'invite à se poser des questions, à interroger, qui il est et où il va, lui et ses enfants. Louis re-goûte timidement à l'idée de faire confiance, à lui mais aussi aux autres. Monsieur s'autorise à ce qu'on aille à lui puis progressivement à aller vers nous. Le service n'est plus perçu comme une artillerie lourde contre lui mais comme un soutien face aux autres.

Alors quand le projet *Cordées cordages* lui a été proposé, il n'y a eu aucune hésitation, c'est un oui, franc et massif.

>>>



Photothèque La Sauvegarde

Coleen, 13 ans
Wyatt, 11 ans
et Kenan, 10 ans



Photothèque La Sauvegarde



© www.lorientbretagnesudtourisme.fr

L'arrivée au port de Lorient pour l'embarquement laisse néanmoins quelques doutes dans l'esprit de Louis. Le « Samaya » ne correspond pas vraiment à la représentation qu'il s'en était faite. Trop petit pour y aller tous ensemble et surtout y dormir (2 parents et 4 enfants, 2 éducateurs et Gireg le skipper). Ce Fontaine Pajot Fidji 39 de 1990, long de 11,80 m et large de 6,40 m est pourtant armé pour accueillir jusqu'à 11 personnes en navigation côtière. Et il y a assez de couchages, les cabines se trouvant dans les flotteurs.

La surprise est également présente du côté d'Hugo, l'éducateur du PEAD qui de son œil expert, analyse rapidement l'étroitesse et l'exiguïté du navire. Il va se retrouver dans une couchette distante de moins d'un mètre avec celle de Louis ! A-t-il pris son pyjama ?

La journée s'engage néanmoins sous les meilleurs auspices et rapidement les interrogations et appréhensions préliminaires disparaissent ! Chaque matelot est rapidement interrogé sur le programme de la journée car rien n'a été décidé ! Tout se fait dans la co-réflexion et la concertation, le pouvoir d'agir est au cœur de l'expérience ! Un doigt pointe l'horizon, direction l'île de Groix ! Gireg, en maître de cérémonie invite les marins du jour à participer aux différentes manœuvres permettant de lever l'ancre. Louis est promu commandant de bord et se retrouve à la barre ! Une fierté mais aussi une certaine assurance semble l'envahir « Tiens bon la vague et tiens bon le vent Hissez là ! Samaya ! ».

Le moment est singulier, loin des chemins classiques de l'éducation spécialisée. Et tant mieux, c'est volontaire. Il fait partie intégrante du projet, sortir de l'ordinaire pour vivre une expérience inattendue et extraordinaire, loin de nos habitudes. Le microcosme constitué par l'embarcation et son équipage, offre alors une esquivé d'une société inclusive où chacun a sa place.

Pour résumer, il s'agit de **Partager** le plaisir de passer du temps en navigation, d'**Offrir** un moment de vie unique qui pourra porter ses fruits dans le quotidien, d'**Accompagner** des familles pour leur permettre d'**oser** monter à bord et surtout de **Vivre** ensemble une expérience dans un milieu naturel grandiose.

Un pas de côté qui ouvre les possibles et où rien n'est impossible. Chaque instant devient alors une opportunité. Ouvrir grand les yeux et surtout ne pas les rater ! Ainsi le hasard (qui comme tout le monde le sait, fait bien les choses) du calendrier fait que l'anniversaire de Louis tombe pendant le séjour.

Après un moment de conciliabule avec ses enfants, l'idée de confectionner « un gâteau surprise » pour le dîner se décide. Sur un bateau, on respecte le capitaine à la barre ! Et un capitaine surpris est un capitaine heureux ! Les yeux de Louis deviennent subitement suintants quand il voit apparaître une pâtisserie unique et artisanale, auréolée de bougies en forme de chiffres qui indique fièrement et lumineusement un 53. Louis retrouve rapidement le sourire « je crois que c'est mon plus bel anniversaire » Un temps de convivialité improvisé marqué par le coup de l'émotion. Des instants de vie qui rallument la flamme sur l'essentiel : notre lien aux autres.

Le lendemain, le bateau est au mouillage face à l'île de Groix, dans une petite crique avec une vue imprenable sur la plage au sud du hameau de Locqueltas. La mer est calme et d'un bleu turquoise.

Les enfants s'y baignent avec Priscilla, l'autre éducatrice présente sur le séjour. Louis a des envies de randonnée. Il invite Hugo et Séverine, mère d'Océane, sur le sentier côtier de l'île de Groix. Ils longent la mer sur le large platier rocheux qui mène à la pointe des Chats. Cette balade invite à la flânerie mais aussi aux échanges réciproques.

Louis fait un lien avec un petit plaisir qui date de son enfance : la pêche à pied. Sa petite madeleine de Proust qu'il décrit avec précision se rappelant alors les moments de complicité vécus avec ses parents. Louis s'improvise même cuisinier (façon de parler car c'est son métier !) Louis déniché des patelles, ces gastéropodes marins davantage connus sous le nom de « bernique » ou de « chapeau chinois », faisant référence à sa forme conique. Louis évoque les pique-niques sauvages où le mollusque était au menu du jour, fraîchement décollé de son rocher et posé à l'étable sur un bon pain beurre (demi-sel bien évidemment !)

Hugo est dubitatif : Ah bon ça se mange ?

Louis : Tu n'as jamais goûté ?

Hugo (doublement circonspect et ayant l'impression de se retrouver à Koh Lanta) : euh non !

Louis s'empresse de décortiquer le brenig (en version bretonne) afin de le faire goûter à Hugo. Si Hugo n'a pas gardé un souvenir impérissable de cette découverte culinaire, Louis lui s'est retrouvé dans une nouvelle dynamique ; se retrouvant en position de celui qui sait face au spécialiste de l'éducation spécialisée, le sachant qui pour une fois ne savait pas et qui retrouvait dans une place plus basse. Un rééquilibrage des rôles qui



Photothèque La Sauvegarde

vient interpellé chacun sur les potentialités des uns et des autres. Un moment de vie là encore partagé mais qui redimensionne complètement nos manières d'intervenir et d'interagir avec les personnes accompagnées.

L'expérience **Cordées cordages** ne s'arrête pas à l'instant présent et on observe également des effets post-séjour. En effet, Louis a pu débriefer par la suite, semblant regonflé dans sa fonction parentale et davantage « capable de ».

Louis a pointé le bon comportement de ses enfants pendant ces deux jours de catamaran. Il émet alors l'hypothèse que c'est parce qu'ils étaient occupés (baignade, navigation, paddle, randonnée, cuisine...) qu'il n'y a pas eu de débordement. Il fait seul le lien avec les différents passages à l'acte, les violences et autres bêtises que font ses enfants à son domicile où peu de contenu de journée leur est parfois proposé. Ensuite, malgré ses difficultés notamment financières, Louis a décidé de s'ouvrir vers les services de la ville. Il a inscrit ses enfants à la médiathèque et s'est mis en veille concernant les festivités gratuites à proximité de chez lui. Alors que dans le passé il n'avait jamais offert de vacances à ses enfants, il a également demandé à son employeur de cotiser pour des chèques vacances. Louis s'est également mobilisé dans leurs scolarités en participant à certains rendez-vous malgré l'absence de mobilité et la distance. Nous avons pu constater qu'il recadrerait plus facilement ses enfants (point de fragilité observé).

Louis s'est-il senti plus légitime après cette expérience ? S'est-il dit qu'il avait la possibilité de retrouver une place parentale après s'être rendu compte qu'il en avait les capacités le temps du séjour.

Au-delà de penser à la place de, le fait que Louis ait pu se saisir de cet espace pour être acteur de son devenir, n'est-il pas un excellent exemple de nouvelles pratiques possibles ? Cette expérience bouscule nos repères éducatifs en nous confrontant aux mêmes craintes, mêmes angoisses qu'il faut dépasser tous ensemble. Que l'on soit Louis, Anne Marie, Aurore, Jules, Mélanie, Joey, Léa, Sandrine, Nolan, Malik, Cynthia..., que l'on soit parents, enfants ou éducateurs, portés par le groupe, il faut s'autoriser au lâcher prise, à l'envie de se surpasser, de laisser ses angoisses sur le quai et sauter sur le bateau pour partager ce moment entre ciel et mer hors contrainte du quotidien. Même si elle peut s'avérer plus déstabilisatrice car elles viennent nous confronter également à une forme de vide, d'inconnu, sans le filet parfois sécurisant de l'institution, une nouvelle palette s'ouvre à notre caisse à outil. Partager avec les familles et les personnes accompagnées des expériences différentes, étonnantes qui induisent le changement sur un bateau ou ailleurs favorisant ainsi le pouvoir d'agir. □



Peinture réalisée par Daniel qui était venu devant les étudiants lors du séminaire organisé par l'ITES en juin 2019 sur le thème « de la participation des personnes concernées dans leur projet »



Il y a quelqu'un est un journal inscrit à la Bibliothèque Nationale de France (BNF)

N° ISSN 1776-9671 (imprimé) - N° ISSN 2268-5278 (en ligne)

Responsable de Publication : S. ROGEL

Comité de rédaction : L. DEGOUYS - S. GORRET - C. LE LAY - R. MOULLEC - S. STEPHAN - C. TESTANIERE

Site Web : www.adsea29.org - Blog : blog.adsea29.org - Facebook : www.facebook.com/adsea29/

Mise en page : C. LE LAY